

RAPPORT ANNUEL

Exercice 2011 - 2012

SOMMAIRE

A.- Comptes consolidés en normes IFRS

I. - Bilan consolidé.....	1
II. - Compte de résultat en normes IFRS.....	2
III. - Tableau des flux de trésorerie en normes IFRS	3
IV. - Tableau de variation des capitaux propres en normes IFRS.....	4
V.- Annexe aux états financiers consolidés en normes IFRS	4
I. – Présentation de l'activité et des événements majeurs	4
1.- Références de la société.....	4
2.- Caractéristiques de l'activité	4
3.- Chiffres clés de l'exercice 2011/2012	5
II. – Méthodes comptables significatives	6
1.- Principes de préparation des états financiers	6
1.1 Conformité aux normes comptables	6
1.2 Comparabilité des états financiers.....	6
1.3 Comptes consolidés – Principes de consolidation	6
2.- Recours à des jugements et des estimations	7
3.- Résumé des méthodes comptables significatives.....	7
3.1 Présentation du bilan	7
3.2 Conversion des comptes des filiales étrangères.....	7
3.3 Conversion des opérations en devises.....	7
3.4 Immobilisations corporelles.....	7
3.5 Coûts d'emprunt.....	8
3.6 Subventions publiques.....	8
3.7 Immeubles de placement.....	8
3.8 Regroupement d'entreprises et Goodwill.....	8
3.9 Immobilisations incorporelles.....	9
3.10 Dépréciation d'actifs.....	9
3.10.1 Tests de dépréciation des actifs incorporels, corporels et des goodwill.....	9
3.10.2 Tests de dépréciation des immobilisations corporelles industrielles	9
3.11 Actifs financiers	9
3.12 Stocks.....	10
3.13 Clients et autres débiteurs	10
3.14 Actifs non-courants détenus en vue de la vente et passifs afférents	10
3.15 Trésorerie et équivalents de trésorerie	10
3.16 Emprunts portant intérêts.....	10
3.17 Provisions.....	10
3.18 Avantages au personnel	11
3.19 Contrats de location	11
3.20 Reconnaissance des produits des activités ordinaires.....	11
3.21 Frais de recherche et développement	12
3.22 Présentation du compte de résultat et principaux indicateurs financiers	12
3.23 Impôts.....	12
3.24 Résultat net par action	12
3.25 Juste valeur des instruments financiers.....	12
3.26 Nouvelles normes et interprétations applicables à l'exercice clos le 30 septembre 2012	13
3.27 Normes et interprétations d'application ultérieure, adoptées par l'Union Européenne.....	13
3.28 Normes et interprétations d'application ultérieure, non encore adoptées par l'Union Européenne.....	13
III. – Notes	14
Note 1.- Immobilisations corporelles	14
Note 2.- Immeubles de placement	15
Note 3.- Immobilisations incorporelles et goodwill	15
Note 4.- Actifs financiers non courants.....	18
Note 5.- Participation dans les entreprises associées	19
Note 6.- Participation dans les coentreprises.....	19
Note 7.- Stocks	20
Note 8.- Clients et comptes rattachés	20
Note 9.- Actifs d'impôts exigibles et autres actifs courants.....	21
Note 10.- Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	21
Note 11.- Actifs destinés à être cédés et passifs afférents	21
Note 12.- Capital émis et réserves	22
Note 13.- Emprunts portant intérêts	22
Note 14.- Provisions	23
Note 15.- Retraites et assimilés	24
Note 16.- Fournisseurs et comptes rattachés	24
Note 17.- Autres Passifs courants.....	25
Note 18.- Information sectorielle	25
Note 19.- Charge de personnel	26
Note 20.- Frais de recherche et développement.....	26
Note 21.- Amortissements, dépréciation et pertes de valeurs	26
Note 22.- Autres produits et charges d'exploitation	26
Note 23.- Autres produits et charges opérationnels.....	27
Note 24.- Coût de l'endettement financier net.....	27
Note 25.- Autres produits et charges financiers.....	27
Note 26.- Charge d'impôt	27
Note 27.- Quote-part dans le résultat des entreprises associées.....	28
Note 28.- Résultat par action.....	29
IV.- Engagements et passifs éventuels	30
V.- Informations relatives aux parties liées	31
VI.- Gestion du risque financier.....	32
VII.- Liste des entités consolidées et méthodes de consolidation.....	35
VIII.- Informations environnementales	36
IX.- Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice	36
VI. - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.....	37

B.- Comptes sociaux

I. - Bilan au 30 septembre 2012.....	38
II. - Compte de résultat.....	39
III. - Tableau des flux de trésorerie	40
IV. - Principes et méthodes comptables	40
1. - Immobilisations incorporelles et corporelles.....	40
2. - Immobilisations financières.....	41
3. - Stocks et en-cours.....	41
4. - Créances et dettes.....	41
5. - Valeurs mobilières de placement.....	41
6. - Provisions pour risques et charges.....	41
7. - Impôts.....	41
8. - Faits marquants et analyse objective sur l'évolution des affaires et des résultats.....	42
V. - Notes	43
1. - Actif immobilisé.....	43
2. - Stocks et En-cours.....	44
3. - Créances d'Exploitation	44
4. - Capitaux Propres	44
5. - Provisions.....	45
6. - Dettes Financières.....	46
7. - Dettes d'Exploitation	46
8. - Charges à payer – Produits à recevoir - Charges et Produits constatés d'avance	46
9. - Eléments relevant de plusieurs postes du Bilan.....	47
10. - Chiffre d'affaires - Soldes Intermédiaires de Gestion.....	47
11. - Résultat Financier	48
12. - Résultat Exceptionnel et transferts de charges.....	49
13. - Capacité d'autofinancement	49
14. - Impôts – Accroissements, allègements de la dette future d'impôt et ventilation de l'impôt.....	49
15. - Tableau des filiales et participations	50
16. - Résultats des cinq derniers exercices.....	51
17. - Rémunérations et effectifs.....	51
18. - Engagements hors bilan et passifs éventuels.....	51
19. - Crédit Bail	52
20. - Identité de la société mère consolidant les comptes de la société	52
21. - Capital social.....	53
22. - Obligations contractuelles.....	53
23. - Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice	53

C. – Rapport de gestion

I.- Données relatives aux comptes consolidés	54
1.- Evolution du chiffre d'affaires consolidé	54
2. - Contribution au résultat net consolidé	54
3. - Données relatives aux filiales détenues directement	55
II. - Données relatives à la société mère	55
1. - Evolution du chiffre d'affaires	55
2. - Contribution au résultat.....	56
3. - Méthodes comptables	56
4. - Résultat financier	56
5. - Information sur les délais de paiement.....	56
6. - Dividende	57
7. – Dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts	57
8. - Actionnariat	57
9. – Mouvements sur actions propres.....	57
10. - Perspectives	57
11. – Evolution des participations	57
12. – Evénements survenus depuis la clôture de l'exercice.....	58
13. – Recherche et développement.....	58
III. - Relations humaines	59
1. - Ventilation des effectifs.....	59
2. - Organisation du temps de travail.....	59
3. - Sous-traitance – Main d'œuvre extérieure	59
4. - Absentéisme et motifs	60
5. - Rémunérations et leur évolution	60
6. - Hygiène et sécurité	60
7. – Formation	61
IV. - Analyse des risques	61
1. - Risques de marché.....	61
1.1 Risque de change.....	61
1.2 Risque de taux.....	61
2. - Risque industriel et lié à l'environnement.....	62
2.1 Environnement.....	62
2.2 Mesures prises pour assurer la conformité de l'activité.....	63
2.3 Assurance et couverture de risque.....	63
V. – Délégations en cours de validité octroyées au conseil d'administration par l'assemblée générale	63
VI. - Analyse objective et exhaustive sur l'évolution des affaires et des résultats	64
VII. – Gouvernement d'entreprise	65
1-Organes d'administration, de direction et de contrôle	65
2- Honoraires des commissaires aux comptes.....	67
3- Renseignements concernant le capital social	67
4- Liste des mandats.....	69
5-Rémunération des mandataires sociaux	73
VIII. – Attestation du responsable du rapport annuel	75
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.....	76
Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et les engagements réglementés.....	77
Rapport du Président du Conseil d'administration sur le fonctionnement du Conseil d'administration et sur les procédures de contrôle interne.....	82
Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil d'administration	91

A.- Comptes consolidés en normes IFRS**I. - Bilan consolidé**

(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

Actifs	Note	30/09/2012	30/09/2011
Actifs non courants			
Ecart d'acquisition	3	13 391	13 391
Immobilisations incorporelles	3	1 786	1 885
Immobilisations corporelles	1	49 690	53 194
Immeubles de placement	2	336	336
Actifs financiers disponibles à la vente	4	72	71
Autres actifs financiers	4	531	404
Participations dans les entreprises associées	5	894	856
Actifs d'impôts différés	26	536	83
Total actifs non courants		67 236	70 220
Actifs courants			
Stocks	7	21 314	21 189
Clients et autres débiteurs	8	40 022	42 206
Actifs d'impôts exigibles	9	342	883
Autres actifs courants	9	3 504	3 913
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	7 220	6 346
Total actifs courants avant actifs détenus en vue de la vente		72 402	74 537
Actifs destinés à être cédés	11	464	5 486
Total actifs courants		72 866	80 023
Total actifs		140 102	150 243

Capitaux propres et passifs	Note	30/09/2012	30/09/2011
Capitaux propres			
Capital émis	12	14 808	14 808
Primes d'émission			
Résultats accumulés non distribués		62 414	61 273
Part du groupe dans le résultat		3 994	2 634
Capital émis et réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère		81 216	78 715
Intérêts ne donnant pas le contrôle		595	991
Total capitaux propres		81 811	79 706
Passifs non courants			
Emprunts portant intérêt	13	19 693	18 947
Provisions	14	0	0
Passifs liés aux avantages au personnel	15	2 249	1 983
Passifs d'impôts différés	26	4 155	3 985
Total passifs non courants		26 097	24 915
Passifs courants			
Emprunts portant intérêt	13	6 842	9 758
Provisions	14	930	1 095
Fournisseurs	16	11 770	13 975
Passifs d'impôts exigibles		990	3
Autres passifs courants	17	11 662	15 319
Total passifs courants avant passifs liés aux activités destinées à être cédées		32 194	40 150
Passifs destinés à être cédés	11	0	5 472
Total passifs courants		32 194	45 622
Total passifs		58 291	70 537
Total capitaux propres et passifs		140 102	150 243

II. - Compte de résultat en normes IFRS

(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

	Note	30/09/2012	30/09/2011
Ventes de biens et services	18	132 292	132 863
Produits des activités ordinaires		132 292	132 863
Autres produits de l'activité			
Achats consommés		- 40 394	- 41 952
Charges de personnel	19	- 42 616	- 46 240
Charges externes		- 32 502	- 33 619
Impôts et taxes		- 3 153	- 3 174
Amortissements, provisions et pertes de valeur	21	- 6 631	- 6 957
Variations des stocks de produits en cours et finis		290	2 057
Autres produits et charges d'exploitations	22	136	275
Résultat opérationnel courant		7 422	3 253
Perte de valeur des goodwill	23		- 1 200
Autres produits et charges opérationnels	23	- 1 481	1 708
Résultat opérationnel		5 941	3 761
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		178	205
Coût de l'endettement financier brut		- 719	- 686
Coût de l'endettement financier net	24	- 541	- 481
Autres charges financières et produits financiers nets	25	334	- 193
Résultat financier		- 207	- 674
Impôt sur le résultat	26	- 1 638	- 272
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	27	- 34	- 113
Résultat net avant résultat des activités abandonnées		4 062	2 702
Résultat des activités abandonnées		0	0
Résultat net consolidé		4 062	2 702
Intérêts ne donnant pas le contrôle		68	68
Résultat net part du groupe		3 994	2 634
Résultat par action (en euros)	28	+ 3.50	+ 2.31
Résultat dilué par action (en euros)		+ 3.50	+ 2.31
Nombre d'actions		1 139 062	1 139 062
Nombre d'actions diluées		1 139 062	1 139 062

Etat du résultat global	30/09/2012	30/09/2011
Résultat net de la période	4 062	2 702
Ecarts de conversion	- 417	- 117
Ecarts actuariels		
Effet d'impôt sur les produits et charges directement reconnus en capitaux propres		
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	- 417	- 117
Total des produits et charges comptabilisés sur la période	3 645	2 585
Dont part du groupe	3 589	2 541
Dont part ne donnant pas le contrôle	56	44

III. - Tableau des flux de trésorerie en normes IFRS

(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

	30/09/2012	30/09/2011
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	5 632	2 906
Intérêts ne donnant pas le contrôle dans le résultat des sociétés intégrées	68	68
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	34	113
Dotations aux amortissements et provisions	8 212	8 012
Reprises amortissements et provisions (1)	- 640	- 7 312
Résultat sur cessions d'actifs immobilisés	- 147	- 1 708
Produits financiers	- 178	- 205
Charges financières	719	687
Impôt sur les résultats payé	- 399	1 230
Variation du besoin en fonds de roulement de l'activité	33	239
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	13 334	4 030
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	- 3 392	- 11 669
Cessions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	550	2 488
Acquisitions d'actifs financiers	- 102	- 34
Réductions d'actifs financiers	39	65
Intérêts reçus	178	205
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise (2)	- 413	0
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée	0	109
Flux de trésorerie en provenance des activités d'investissement	- 3 140	- 8 836
Augmentation / diminution de capital	0	0
Variation des emprunts portant intérêt (courants)	- 1 675	3 574
Variation des emprunts portant intérêt (non courants)	- 1 397	799
Intérêts versés	- 719	- 687
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 1 139	0
Dividendes versés aux intérêts ne donnant pas le contrôle	- 252	- 218
Dividendes reçus des entreprises associées	0	113
Flux de trésorerie en provenance des activités de financement	- 5 182	3 581
Ecart et variations de conversion	- 274	- 13
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	4 738	- 1 238
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture	1 382	2 620
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture	6 120	1 382
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	4 738	- 1 238

(1) Au 30 septembre 2011 le poste « Reprise amortissements et provisions » comprend une reprise de provision de 6 940 K€ correspondant à l'amende fixée par l'autorité de la concurrence en décembre 2010. La dette correspondant à cette amende a été enregistrée en dette d'exploitation.

(2) Le poste « Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise » correspond au prix payé pour les prises de participation complémentaire dans les sociétés Alfa Girod en (Hongrie), TTS (France), et Girod Maroc (Maroc).

	30/09/2012	30/09/2011
Variation des stocks	- 139	- 2 641
Variation des créances	1 385	- 790
Variation des dettes (1)	- 1 213	3 670
Variation du besoin en fonds de roulement de l'activité	33	239

(1) La variation des dettes au 30/09/2012 comprend le paiement du solde de l'amende (4 164 K€) figurant dans les autres passifs courants au 30/09/2011, et l'incidence de la déconsolidation de la filiale canadienne SSS pour 3 815 K€.

IV. - Tableau de variation des capitaux propres en normes IFRS

(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

	Capital	Résultat part du groupe	Réserves non distribuées	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Situation nette 01/10/10	14 808	- 1 501	62 953	1 164	77 424
Affectation du résultat		1 501	- 1 501		
Dividendes versés au titre de l'exercice			0	- 218	- 218
Bénéfice de l'exercice 2010/2011		2 634		68	2 702
Variation écart de conversion et autres			- 179	- 23	- 202
Situation nette 30/09/11	14 808	2 634	61 273	991	79 706
Affectation du résultat		- 2 634	2 634		
Dividendes versés au titre de l'exercice			- 1 139		- 1 139
Résultat de l'exercice 2011/2012		3 994		68	4 062
Variation écart de conversion et autres			- 354	- 464	- 818
Situation nette 30/09/12	14 808	3 994	62 414	595	81 811

V.- Annexe aux états financiers consolidés en normes IFRS**I. – Présentation de l'activité et des événements majeurs****1.- Références de la société**

En date du 29 janvier 2013, le conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Signaux Girod S.A. pour l'exercice clos au 30 septembre 2012.
Signaux Girod S.A. est une société anonyme cotée sur Euronext Paris compartiment C, immatriculée en France.

2.- Caractéristiques de l'activité

La vocation de Signaux Girod est d'offrir des solutions globales de signalisation et d'aménagement du réseau routier et des espaces urbains au service de la mobilité.

Acteur majeur de la signalisation en France, Signaux Girod compte plus de 720 collaborateurs, dédiés à cette activité, répartis sur tout le territoire national, soit 37 sites décentralisés.

Son offre de produits est large : panneaux de signalisation, mobilier urbain, signalétiques, produits de marquages routiers, produits plastique, balisage de véhicules...

Son offre de services associés : travaux de pose et de marquage, prestations de balisage, de location, d'entretien et de maintenance... permet de répondre aux besoins du marché.

Satisfaction clients, amélioration continue, protection de l'environnement, politique d'innovation et de développement durable... sont les principes fondamentaux de Signaux Girod afin d'assurer la qualité de ses produits tout en réduisant l'impact environnemental de son activité industrielle.

Cinq sociétés spécialisées opèrent dans les domaines, de l'identité adhésive (décoration de tramways, train, véhicules...), du mobilier urbain haut de gamme, du mobilier pour communication visuelle, du fleurissement et de la signalisation électronique.

Groupe international, Signaux Girod est présent en Espagne, en Grande Bretagne, en Roumanie, en Hongrie, en République Tchèque, en Lettonie en Belgique et au Maroc, avec 9 filiales créées pour répondre aux spécificités de leurs marchés nationaux.

Grâce à ses 3 pôles Signalisation France, Sociétés spécialisées et Activités Internationales, Signaux Girod garantit une synergie groupe et un large potentiel pour gérer des projets ambitieux en France comme à l'international.

3.- Chiffres clés de l'exercice 2011/2012

Le résultat net part du groupe progresse de 52 % par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel courant progresse de 128 %, passant de 3.3 M€ à 7.4 M€ grâce aux différentes mesures prises sur l'ensemble des 3 pôles d'activité.

Le résultat opérationnel quant à lui progresse de 58 %. Il prend en charge le désengagement du groupe au Canada (dépréciation d'actifs de 0.6 M€), ainsi qu'une dépréciation de 1 M€ de l'ensemble immobilier de notre filiale espagnole.

Le ratio d'endettement net par rapport aux fonds propres passe de 33.5 % à 23.6 %.

II. – Méthodes comptables significatives

1.- Principes de préparation des états financiers

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les normes IFRS (International Financial Reporting Standards). Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes. Les états financiers consolidés sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (€000) sauf indication contraire.

1.1 Conformité aux normes comptables

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 qui s'applique aux comptes consolidés des sociétés européennes cotées sur un marché réglementé et du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne, les comptes consolidés annuels du groupe Signaux Girod qui sont publiés au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2012, ont été établis suivant les normes comptables internationales IAS/IFRS telles qu'adoptées dans l'Union européenne au 30 septembre 2012.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS, les IAS (International Accounting Standards), et leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee). Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm).

Les normes et interprétations publiées par l'IASB ou l'IFRIC mais non encore adoptées par l'Union Européenne au 30 septembre 2012 n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Par ailleurs la note 3.27 mentionne la liste des normes et interprétations publiées et non encore entrées en vigueur.

1.2 Comparabilité des états financiers

Les principes comptables et les règles d'évaluation appliqués au 30 septembre 2011 en normes IFRS, sont ceux appliqués au 30 septembre 2012.

1.3 Comptes consolidés – Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Signaux Girod et de ses filiales au 30 septembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la Société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Tous les soldes intra-groupe, transactions intra-groupe ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs, provenant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par le Groupe, les comptes des sociétés dont le contrôle est partagé par le Groupe et celles dont le Groupe détient une influence notable.

Participations dans les entreprises contrôlées de manière exclusive

Les sociétés sont consolidées par intégration globale lorsque le Groupe a une participation, généralement majoritaire (pourcentage de contrôle supérieur à 50%), et en détient le contrôle. La notion de contrôle représente le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une société affiliée afin d'obtenir des avantages de ses activités. Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les intérêts des actionnaires minoritaires sont présentés au bilan dans une catégorie distincte « intérêts ne donnant pas le contrôle ». La part des actionnaires minoritaires au bénéfice est présentée distinctement dans le compte de résultat. Pour les entités autres que les entités ad hoc, le contrôle est apprécié sur la base des droits de vote actuels et potentiels.

Participation dans les entreprises associées

La participation du groupe dans une entreprise associée est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Une entreprise associée est une entité dans laquelle le groupe a une influence notable et qui n'est ni une filiale ni une coentreprise du groupe.

Participation dans les coentreprises

La participation du groupe dans les coentreprises contrôlées conjointement est comptabilisée selon la méthode de l'intégration proportionnelle, ce qui implique de consolider ligne par ligne, dans les rubriques correspondantes des états financiers consolidés, la quote-part des actifs, passifs, produits et charges de la coentreprise.

2.- Recours à des jugements et des estimations

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, des estimations, des jugements et des hypothèses ont été faits par la Direction du Groupe; ils ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces jugements et estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établis en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ils sont évalués de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les jugements et estimations peuvent être révisés si les circonstances sur lesquelles ils étaient fondés évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les principaux jugements et estimations significatifs faits par la direction du Groupe portent notamment sur la détermination des pertes de valeur sur les actifs financiers, les écarts d'acquisition, les provisions pour litiges, les engagements de retraite, et les impôts différés.

Les jugements et estimations utilisés sont détaillés dans les notes correspondantes.

3.- Résumé des méthodes comptables significatives

3.1 Présentation du bilan

Conformément à IAS 1, le Groupe présente son bilan en distinguant les parties courantes et non courantes des actifs et des passifs.

La distinction des éléments courants des éléments non courants a été effectuée selon les règles suivantes :

- les actifs et passifs constitutifs du besoin en fonds de roulement entrant dans le cycle normal de l'activité sont classés en « courants » ;
- les actifs et passifs, hors cycle normal d'exploitation, sont présentés en « courants », d'une part et en « non courants » d'autre part, selon que leur échéance est à plus ou moins d'un an.

3.2 Conversion des comptes des filiales étrangères

Les comptes consolidés sont établis en euro qui est la monnaie de présentation du groupe.

Les goodwill détenus sont également convertis en euro, monnaie de présentation du groupe.

3.3 Conversion des opérations en devises

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux historique en vigueur à la date de la transaction. A la clôture, les créances et dettes en devises étrangères sont converties au taux de clôture, et l'écart de change latent qui en résulte est inscrit au compte de résultat.

3.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique, ou à leur juste valeur pour celles acquises par regroupement d'entreprises, excluant les coûts d'entretien courant, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût historique inclut le coût d'acquisition ou le coût de production ainsi que les coûts directement attribuables pour disposer de l'immobilisation dans son lieu et dans ses conditions d'exploitation.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif :

Constructions	15 à 50 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 30 ans
Autres immobilisations corporelles	4 à 20 ans

La base amortissable tient compte d'une éventuelle valeur résiduelle.

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation lorsque des indices de perte de valeur indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée.

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa sortie ou quand aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie. Tous gains ou pertes résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé sur la différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de cet actif) sont inclus dans le compte de résultat l'année de la décomptabilisation de l'actif.

Les valeurs résiduelles, durées d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus, et modifiés si nécessaire, à chaque clôture annuelle. De tels changements sont traités comme des changements d'estimation conformément à IAS 8.

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles est comptabilisée en résultat dans la catégorie des dotations aux amortissements.

3.5 Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

3.6 Subventions publiques

Les subventions publiques sont reconnues quand il existe une assurance raisonnable qu'elles seront reçues et que toutes les conditions auxquelles elles sont soumises seront satisfaites. Lorsque la subvention est reçue en contrepartie d'un élément de charge, elle est comptabilisée en produit sur une base systématique et sur une durée propre à permettre son rattachement aux coûts qu'elle est censée compenser. Lorsque la subvention est liée à un actif, elle est présentée en produits différés. Lorsque le Groupe reçoit des subventions non monétaires, l'actif et cette subvention sont comptabilisés à leur montant nominal et la subvention est rapportée au compte de résultat sur la durée d'utilité attendue de l'actif correspondant, par annuités constantes.

3.7 Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont évalués initialement à leur coût de transaction. La valeur comptable inclut les coûts de remplacement d'une partie de l'immeuble, lorsqu'ils sont supportés et si les critères de comptabilisation sont satisfaits. Elle n'intègre pas les coûts d'entretien courant de l'immeuble de placement. Les immeubles de placement sont ultérieurement évalués à leur juste valeur, qui reflète les conditions du marché à la date de clôture. Les gains ou pertes résultant des variations de juste valeur de l'immeuble de placement sont inclus dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils surviennent.

3.8 Regroupement d'entreprises et Goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à IFRS 3 révisée depuis le 1^{er} octobre 2009, et selon l'ancienne IFRS 3 pour les acquisitions ayant eu lieu avant cette date. La contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition. A la date de prise de contrôle et pour chaque regroupement, le groupe a la possibilité d'opter soit pour un écart d'acquisition partiel (se limitant à la quote-part acquise par le groupe) soit pour un écart d'acquisition complet. Dans le cas d'une option pour la méthode de l'écart d'acquisition complet, les intérêts ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur et le groupe comptabilise un écart d'acquisition sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables. Cette option s'applique transaction par transaction. Les frais directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charges de la période où ils sont encourus. L'analyse des écarts d'acquisition est finalisée durant la période d'évaluation, soit 12 mois à compter de la date de la prise de contrôle. Les participations ne donnant pas le contrôle (actionnaires minoritaires) sont constatées si le groupe n'acquiert pas 100% d'une société sur la base de la juste valeur nette des actifs et passifs acquis.

Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est, à compter de la date d'acquisition, affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie du Groupe ou à chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, que des actifs ou passifs de l'entreprise acquise soient ou non affectés à ces unités ou groupes d'unités. Chaque unité ou groupe d'unités auquel le goodwill est ainsi affecté :

- représente au sein du Groupe, le niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour les besoins de gestion interne ; et
- n'est pas plus grand qu'un secteur opérationnel.

Si le goodwill a été affecté à une unité génératrice de trésorerie (ou groupe d'unités génératrices de trésorerie) et si une activité au sein de cette unité est cédée, le goodwill lié à l'activité sortie est inclus dans la valeur comptable de l'activité lors de la détermination du résultat de cession. Le goodwill ainsi cédé est évalué sur la base des valeurs relatives de l'activité cédée et de la part de l'unité génératrice de trésorerie conservée.

Lorsque des filiales sont cédées, la différence entre le prix de cession et l'actif net cédé augmenté des écarts de conversion accumulés et de la valeur nette du goodwill est reconnue au compte de résultat.

3.9 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et celles acquises par regroupement d'entreprises à leur juste valeur.

Lorsque leur durée d'utilité est définie, les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation attendue par le Groupe. Cette durée est déterminée au cas par cas en fonction de la nature et des caractéristiques des éléments inclus dans cette rubrique.

Lorsque leur durée d'utilité est indéfinie, les immobilisations incorporelles ne sont pas amorties mais sont soumises à des tests annuels systématiques de perte de valeur (Voir note « Dépréciation d'actifs »).

Un résumé des durées d'utilité les plus généralement appliquées aux immobilisations incorporelles du Groupe est présenté ci-dessous :

Licences de logiciels	Amortissement linéaire sur des durées de 5 à 8 ans
Brevets, etc.	Amortissement linéaire sur des durées de 10 à 20 ans

Pour ces immobilisations aucune valeur résiduelle n'est considérée.

3.10 Dépréciation d'actifs

3.10.1 Tests de dépréciation des actifs incorporels, corporels et des goodwills

Les goodwills et les actifs incorporels à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 "Dépréciation des actifs", au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Les autres actifs immobilisés sont également soumis à un test de perte de valeur chaque fois que les événements, ou changements de circonstances indiquent que ces valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables.

Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est obtenue en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou groupe d'actifs) et de sa sortie in fine. La juste valeur diminuée des coûts de cession correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif (ou groupe d'actifs), dans des conditions de concurrence normale, diminué des coûts directement liés à la cession.

Lorsque les tests effectués mettent en évidence que la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'actif (ou groupe d'actifs), alors une perte de valeur est enregistrée en résultat pour le différentiel, imputée en priorité sur les goodwills.

Une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif. Si tel est le cas, la valeur comptable de l'actif est augmentée à hauteur de sa valeur recouvrable. Cependant, les pertes de valeur comptabilisées relatives à des goodwills sont irréversibles. Les pertes de valeur, et inversement les reprises de perte de valeur, sont comptabilisées en résultat. Les dotations aux amortissements sont éventuellement ajustées afin que la valeur comptable révisée de l'actif soit répartie sur la durée d'utilité restant à courir.

3.10.2 Tests de dépréciation des immobilisations corporelles industrielles

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'un indice de perte de valeur.

La plupart des actifs corporels industriels du Groupe ne générant pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs, le Groupe procède à l'estimation de la valeur recouvrable de l'unité génératrice qui les exploite, en cas d'indice de pertes de valeur.

Une perte de valeur est comptabilisée pour une unité génératrice de trésorerie, si et seulement si, la valeur recouvrable de l'unité est inférieure à la valeur comptable de l'unité.

3.11 Actifs financiers

Les actifs financiers non courants comprennent les titres de participation des sociétés non consolidées, les créances rattachées aux participations, ainsi que les avances et les dépôts de garantie donnés à des tiers.

Les actifs financiers non courants sont initialement valorisés à leur juste valeur. Lorsque la juste valeur de ces actifs est inférieure à leur valeur comptable, une perte de valeur est constatée pour ramener la valeur nette comptable des actifs au niveau de leur juste valeur.

Conformément à IAS 39, les titres de participation des sociétés contrôlées et non cotées qui ne sont pas consolidées en raison de leur caractère non significatif sont analysés comme des titres disponibles à la vente et valorisés à leur juste valeur. Les pertes et gains latents sont enregistrés dans une composante séparée des capitaux propres. En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période.

Les avances et dépôts de garantie sont des actifs financiers non-dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. De tels actifs sont comptabilisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains et les pertes sont comptabilisés en résultat lorsque les prêts et les créances sont décomptabilisés ou dépréciés.

Les achats et ventes d'actifs financiers sont généralement comptabilisés à la date de transaction.

3.12 Stocks

Les stocks et encours de production industrielle sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient est déterminé selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti). Ce coût de revient inclut les coûts de matières et de la main-d'œuvre directe ainsi qu'une quote-part de frais indirects de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts nécessaires pour réaliser la vente.

Les marges internes incluses dans les stocks sont éliminées du résultat consolidé.

3.13 Clients et autres débiteurs

Les créances clients, sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture déduction faite des provisions pour dépréciations des montants non recouvrables. Une dépréciation est constituée lorsqu'il existe des éléments objectifs indiquant que le Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer ces créances. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

3.14 Actifs non-courants détenus en vue de la vente et passifs afférents

Conformément à la norme IFRS 5, sont considérés comme destinés à être cédés, les actifs non courants qui sont disponibles à la vente et dont la vente est hautement probable et pour lesquels un plan de vente des actifs a été engagé par un niveau de direction approprié (y compris lorsque ce plan s'inscrit dans une procédure de liquidation judiciaire). Les actifs non courants considérés comme destinés à être cédés sont évalués et comptabilisés au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de vente. Ces actifs cessent d'être amortis.

3.15 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les dépôts à court terme comptabilisés au bilan comprennent les disponibilités bancaires, les disponibilités en caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des concours bancaires courants.

3.16 Emprunts portant intérêts

Tous les emprunts sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant reçu, moins les coûts de transaction directement attribuables. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

3.17 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Lorsque le Groupe attend le remboursement partiel ou total de la provision, par exemple du fait d'un contrat d'assurance, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct mais uniquement si le remboursement est quasi-certain. La charge liée à la provision est présentée dans le compte de résultat nette de tout remboursement. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées sur la base d'un taux avant impôt qui reflète, le cas échéant, les risques spécifiques au passif. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt.

Lorsque la provision est utilisée, la reprise de provision est comptabilisée au crédit du compte de charge dans lequel a été enregistrée la dépense couverte par la provision. Lorsque la reprise de provision traduit l'extinction du risque prévu sans dépense associée, la reprise est comptabilisée au crédit du compte de dotation aux provisions.

Les provisions liées au cycle normal d'exploitation sont classées dans la catégorie des provisions courantes.

3.18 Avantages au personnel

Selon les lois et usages de chaque pays, le groupe accorde à ses salariés des régimes de retraite ou de prévoyance. En France, chaque employé du Groupe bénéficie d'un régime de retraite à prestations définies sous la forme d'une indemnité de fin de carrière qui est versée en une seule fois lors du départ en retraite du salarié et dont le financement est assuré par le groupe. Afin de couvrir, au moins partiellement, ses engagements, le groupe a, dans certains cas, versé à une institution externe chargée de la gestion des fonds, c'est-à-dire une compagnie d'assurances, des sommes destinées au paiement futur d'une partie des charges correspondantes.

Régimes de base :

Dans certains pays, et plus particulièrement en France, le groupe participe à des régimes de sécurité sociale de base pour lesquels la charge enregistrée est égale aux cotisations appelées par les organismes d'Etat.

Régimes à cotisations définies :

Les prestations versées dépendent uniquement du cumul des cotisations versées et du rendement des placements de ces dernières. L'engagement du Groupe se limite aux cotisations versées qui sont enregistrées en charge.

Régimes à prestations définies :

Le coût des avantages accordés lié aux régimes à prestations définies est déterminé en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Les hypothèses et méthodes actuarielles sous jacentes sont décrites dans le paragraphe III, note 16. Le montant comptabilisé au passif au titre d'un régime à prestations définies comprend la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, diminuée du coût des services passés non encore comptabilisés et diminuée de la juste valeur des actifs du régime utilisés directement pour éteindre les obligations. La valeur des engagements étant fixée à chaque fin d'exercice (soit au 30 septembre de chaque année) dans les conditions indiquées ci-dessus. Les charges comptabilisées au cours de l'exercice tiennent compte :

- des droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice, les droits étant généralement dépendants de l'ancienneté acquise dans le groupe ;
- de la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement d'une année ;
- du rendement attendu en début d'exercice sur les fonds placés auprès d'une institution externe ;
- de l'amortissement, sur la durée résiduelle d'acquisition des droits des salariés, des impacts liés à l'évolution des textes légaux et conventionnels.

Depuis le 1^{er} octobre 2004, aucun versement n'a été effectué à une institution externe au titre des indemnités de fin de carrière.

Les écarts actuariels liés d'une part, aux changements de certaines hypothèses, d'autre part, aux ajustements d'expérience, et enfin, aux écarts entre le rendement attendu et le rendement réel des fonds, sont constatés en totalité par résultat.

3.19 Contrats de location

Les contrats de location financement significatifs qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur leur durée d'utilité prévue.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

3.20 Reconnaissance des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés dès lors que tous les critères suivants sont remplis :

- la preuve de l'existence d'un accord entre les parties peut être apportée ;
- la livraison du bien a eu lieu ou la prestation a été effectuée ;
- le prix est fixe ou déterminable.

Le chiffre d'affaires généré par les ventes de produits est reconnu lors du transfert au client des risques et des avantages liés à la propriété, soit :

- à la livraison pour le chiffre d'affaires généré par les ventes de panneaux ;
- au fur et à mesure de l'exécution du service (avancement), pour les prestations de services : pose, marquage, et maintenance ;
- au prorata temporis pour les contrats de location.

3.21 Frais de recherche et développement

Le groupe engage des frais de développement à travers ses bureaux d'études internes destinés essentiellement à la création de nouveaux produits, à l'amélioration des produits existants et au développement de projet d'études graphiques.

Ces dépenses ne respectent pas les critères d'activation tels que définis dans IAS 38 et sont, par conséquent, inscrites en charges opérationnelles durant la période au cours de laquelle elles sont encourues.

3.22 Présentation du compte de résultat et principaux indicateurs financiers

Le Groupe présente le compte de résultat par nature.

Résultat opérationnel courant :

Le résultat opérationnel courant inclut l'ensemble des produits et coûts récurrents directement liés aux activités du Groupe, exception faite des produits et charges qui résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles.

Autres produits et charges opérationnels :

Cette rubrique est alimentée dans le cas où un événement important intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la lecture de la performance de l'entreprise.

Ils incluent les produits et charges en nombre très limités, non usuels par leur fréquence, leur nature et de montant significatif.

Résultat opérationnel :

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles.

3.23 Impôts

Les actifs et les passifs d'impôt exigibles de l'exercice et des exercices précédents sont évalués au montant que l'on s'attend à recouvrer ou à payer auprès des administrations fiscales. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour déterminer ces montants sont ceux qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, ainsi que sur les déficits reportables.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est connue à la date d'arrêté des comptes.

Un actif d'impôt différé, généré par des pertes fiscales, est comptabilisé dès lors qu'il existe des éléments probants et convaincants qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

3.24 Résultat net par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice plus le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui auraient été émises suite à la conversion de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives en actions ordinaires.

Le groupe n'a pas d'instruments dilutifs et le résultat de base par action est égal au résultat dilué par action au 30 septembre 2012.

3.25 Juste valeur des instruments financiers

Les évaluations à la juste valeur sont détaillées par niveau selon la hiérarchie de juste valeur suivante :

- l'instrument est coté sur un marché actif (niveau 1) ;
- l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables, directement (prix) ou indirectement (dérivés du prix) (niveau 2) ;
- au moins une composante significative de la juste valeur s'appuie sur des données non observables (niveau 3).

La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est basée sur les cotations au jour de clôture du bilan. Un marché est considéré comme actif si les cotations sont aisément et régulièrement disponibles d'une bourse, de négociants, de courtiers, d'un évaluateur ou d'une agence de réglementation et que ces cotations sont basées sur des transactions régulières. Ces instruments sont classés en niveau 1.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur un marché actif (par exemple, les dérivés de gré à gré) est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. Ces différentes méthodes

maximisent l'utilisation de données de marché observables, si disponibles, et se fondent peu sur les estimations propres du Groupe. Si tous les éléments requis au calcul de la juste valeur de l'instrument sont observables, cet instrument est classé en niveau 2.

Si un ou plusieurs des principaux éléments de calcul ne sont pas basés sur des données de marché observables, l'instrument est classé en niveau 3.

3.26 Nouvelles normes et interprétations applicables à l'exercice clos le 30 septembre 2012

Les normes et interprétations suivantes sont appliquées pour la première fois sur l'exercice :

- IAS 24 révisé – « Informations à fournir sur les parties liées » ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS (6 mai 2010) ;
- Amendement à IFRS 7 – « Instruments financiers : informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers » ;
- Amendement à IFRIC 14 – « Paiements d'avance d'exigences de financement minimal ».

L'application de ces amendements et interprétations n'a pas d'impact significatif sur les comptes au 30 septembre 2012.

3.27 Normes et interprétations d'application ultérieure, adoptées par l'Union Européenne

Le groupe Signaux Girod n'a pas opté pour une application anticipée des normes, amendements de normes et interprétations ci-dessous, applicables de manière obligatoire à une date future :

- IAS 19 révisée – « Avantages du personnel : comptabilisation des régimes à prestations définies » applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013.
- Amendement à IAS 1 – « Présentation des autres éléments du résultat global » applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2012.

3.28 Normes et interprétations d'application ultérieure, non encore adoptées par l'Union Européenne

Par ailleurs, les normes ou interprétations suivantes, publiées par l'IASB, n'ont pas encore été adoptées par l'Union Européenne :

- IFRS 9 – « Instruments financiers : classification et évaluation », application aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- IFRS 10 – « Etats financiers consolidés », applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- IFRS 11 – « Accords conjoints », applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- IFRS 12 – « Information à fournir sur les participations dans les autres entités », applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- IAS 28 – « Participations dans les entreprises associées et coentreprises » ; applicables aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- IFRS13 – « Evaluation à la juste valeur », applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- Amendement à IAS 12 – « Impôt différé : recouvrement d'actifs sous-jacents », applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2012 ;
- Amendement à IAS 32 – « Compensation des actifs et passifs financiers », applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014 ;
- Amendement à IFRS 7 – « Présentation – Compensation des actifs et passifs financiers », applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- Amendement à IFRS 7 et IFRS 9 – « Instruments financiers : classification et évaluation », applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- Amendement à IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12, applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- IFRIC 20 – « Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert », applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- Améliorations des normes IFRS (mai 2012), applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

Les effets de ces normes et interprétations sont en cours d'analyse.

III. – Notes

Note 1.- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, hors actifs destinés à la vente, s'analysent comme suit :

a) Immobilisations corporelles aux 30 septembre 2012, 30 septembre 2011 et 30 septembre 2010.

30/09/2012	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Perte de valeur	Valeurs nettes
Terrains et constructions	44 899	13 041	1 000	30 858
Installations matériels et outillages	25 928	14 505		11 423
Autres immobilisations corporelles	17 841	10 432		7 409
Total	88 668	37 978	1 000	49 690

La perte de valeur de 1 000 K€ constatée concerne les terrains et constructions de la société espagnole Senales Girod. (Voir note 23).

30/09/2011	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Perte de valeur	Valeurs nettes
Terrains et constructions	43 486	11 885		31 601
Installations matériels et outillages	24 250	12 902		11 348
Autres immobilisations corporelles	19 156	8 911		10 245
Total	86 892	33 698		53 194

30/09/2010	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Perte de valeur	Valeurs nettes
Terrains et constructions	41 254	12 286		28 968
Installations matériels et outillages	27 472	15 960		11 512
Autres immobilisations corporelles	21 854	9 970		11 884
Total	90 580	38 216		52 364

b) Variation des immobilisations corporelles entre le 30 septembre 2010 et le 30 septembre 2012 :

Au 30 septembre 2010, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur	52 364
Investissements	10 770
Amortissements de l'exercice	- 5 787
Cessions	- 807
Pertes de valeur	0
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	- 3 247
Mouvements de périmètre	0
Effets des variations de change et autres variations	- 99
Au 30 septembre 2011, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur	53 194
Investissements	3 169
Amortissements de l'exercice	- 5 361
Cessions	- 400
Pertes de valeur (1)	- 1 000
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	
Mouvements de périmètre	
Effets des variations de change et autres variations	88
Au 30 septembre 2012, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur	49 690

(1) Voir note 23.

c) Subventions liées à des immobilisations corporelles

Les subventions liées à des immobilisations corporelles sont présentées au bilan en produits différés et représentent un montant de 323 K€.

A la date de clôture, toutes les subventions comptabilisées satisfont aux critères d'attribution et il n'existe pas de risque de remboursement.

d) Immobilisations acquises par voie de location financement

	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
30/09/2012	6 905	4 117	2 788
30/09/2011	6 891	3 452	3 439
30/09/2010	7 588	4 099	3 489

Les biens pris en location sont pour l'essentiel du matériel industriel et du matériel roulant.

Note 2.- Immeubles de placement

	30/09/12	30/09/11
Solde au début de l'exercice	336	336
Augmentations	0	0
Résultat net d'ajustement à la juste valeur	0	0
Solde en fin d'exercice	336	336

Les immeubles de placement sont évalués à la juste valeur. Cette dernière a été déterminée à partir d'évaluations réalisées par un expert aux 30 septembre 2009, aucune évolution du marché ou de l'état du bien ne remettant en cause les évaluations antérieurement réalisées. Cet expert est spécialiste de l'évaluation de ce type d'immeuble de placement. La juste valeur représente le montant auquel les actifs peuvent être échangés entre un acheteur et un vendeur bien informés, consentants et agissant dans des conditions de concurrence normale à la date d'évaluation, ce en conformité avec les normes internationales d'évaluation. Le montant des produits locatifs constatés en résultat (dans le poste Produit des activités courantes) au titre de l'exercice 2011/2012 se chiffre à 33 K€ contre 41 K€ pour l'exercice précédent.

Les charges opérationnelles directes (y compris les réparations et la maintenance) occasionnées par les immeubles de placement représentent 0 K€ pour l'exercice 2011/2012 contre 2 K€ au titre de l'exercice précédent. Ces dernières figurent principalement au poste Charges externes du compte de résultat consolidé

Note 3.- Immobilisations incorporelles et goodwill

Les immobilisations incorporelles et les goodwill, hors actifs destinés à la vente, s'analysent comme suit :

a) Immobilisations incorporelles et goodwill aux 30 septembre 2012, 30 septembre 2011 et 30 septembre 2010 :

30/09/2012	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Perte de valeur	Valeurs nettes
Goodwill	14 591	*	1 200	13 391
Concessions, brevets, licences	1 524	528		996
Autres immobilisations incorporelles	1 989	1 199		790
Total	18 104	1 727	1 200	15 177

* non applicable

30/09/2011	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Perte de valeur	Valeurs nettes
Goodwill	14 591	*	1 200	13 391
Concessions, brevets, licences	1 464	382		1 082
Autres immobilisations incorporelles	1 864	1 061		803
Total	17 919	1 443	1 200	15 276

* non applicable

30/09/2010	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Perte de valeur	Valeurs nettes
Goodwill	14 591	*		14 591
Concessions, brevets, licences	802	353		449
Autres immobilisations incorporelles	1 675	852		823
Total	17 068	1 205		15 863

* non applicable

Les autres immobilisations incorporelles sont principalement constituées par des logiciels.

b) Variation des goodwills entre le 30 septembre 2010 et le 30 septembre 2012 :

Au 30 septembre 2010, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur	14 591
Investissements	
Cessions	
Pertes de valeur	1 200
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	
Mouvement de périmètre	
Effets des variations de change et autres variations	
Au 30 septembre 2011, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur	13 391
Investissements	
Cessions	
Pertes de valeur	
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	
Mouvements de périmètre	
Effets des variations de change et autres variations	
Au 30 septembre 2012, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur	13 391

Analyse sectorielle du goodwill net par activités:

	30/09/12	30/09/11
Signalisation France	397	397
Activités spécialisées	10 272	10 272
Activités internationales (1)	2 722	2 722
Total en valeur nette	13 391	13 391

(1) Belgique : 890, Lettonie : 1 674 et Roumanie : 158

Les principales hypothèses utilisées pour les tests de dépréciation des goodwill sont les suivantes :

	30/09/12	30/09/11
Taux sans risque	2.6 %	3.6 %
Taux d'impôt	33.33 %	33.33 %
Taux de croissance	1.5 %	1.5 %
Taux d'actualisation retenu	9.0 %	9.0 %

La valeur recouvrable des goodwill a été déterminée à partir de la valeur d'utilité, calculée en utilisant les flux de trésorerie prévisionnels (actualisés) après impôt sur une période de cinq ans. La valeur terminale est calculée à partir du dernier flux de trésorerie normalisé et du taux de croissance à l'infini.

Les calculs pratiqués à fin septembre 2011 avaient amené à constater une provision pour dépréciation du goodwill de la société ATECH, spécialisée dans le fleurissement, pour un montant de 1 200 K€ compte tenu de la diminution des volumes d'activité (valeur nette au 30 septembre 2012 après dépréciation : 1 959 K€).

A fin septembre 2012, les calculs pratiqués n'ont pas amené à constater une augmentation de la dépréciation de ce goodwill.

A titre indicatif, une baisse du taux de croissance annuel du chiffre d'affaires de 1 % aurait engendré une dépréciation complémentaire de 223 K€, et une augmentation du taux d'actualisation de 1 % aurait entraîné une dépréciation complémentaire de 264 K€.

Concernant les autres goodwill, la sensibilité du résultat des calculs aux hypothèses clés est la suivante : une variation à la hausse de 1% du taux d'actualisation, le décalage d'1 an de la croissance des ventes ou la réduction du taux de croissance à l'infini à 1% n'entraîneraient pas de nécessité de déprécier les goodwill.

c) Variation des actifs incorporels entre le 30 septembre 2010 et le 30 septembre 2012 :

Au 30 septembre 2010, valeur nette comptable après pertes de valeur	1 272
Investissements	899
Amortissements de l'exercice	- 279
Cessions	-6
Pertes de valeur	0
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	0
Mouvements de périmètre	0
Effets des variations de change et autres variations	-1
Au 30 septembre 2011, valeur nette comptable après pertes de valeur	1 885
Investissements	223
Amortissements de l'exercice	- 342
Cessions	- 3
Pertes de valeur	
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	
Mouvements de périmètre	
Effets des variations de change et autres variations	20
Au 30 septembre 2012, valeur nette comptable après pertes de valeur	1 786

Note 4.- Actifs financiers non courants

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers non courants valorisés au coût ou au coût amorti correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Pour les titres de participations et les créances associées de filiales en liquidation, la juste valeur a été considérée nulle, au regard des perspectives de recouvrement de ces actifs, ce qui explique, pour l'essentiel, la dépréciation existante au 30 septembre 2012.

L'ensemble des sociétés non consolidées ne contribue pas au chiffre d'affaires du groupe et très peu au bilan consolidé.

Les actifs financiers non courants du Groupe s'analysent comme suit :

	30/09/12	30/09/11
Actifs financiers disponibles à la vente	3 718	3 718
Créances rattachées à des participations	2 428	2 448
Autres actifs financiers	539	384
Actifs financiers non courants	6 685	6 550
Moins : Provisions pour dépréciation	6 082	6 075
Actifs financiers non courants nets	603	475

Les actifs financiers disponibles à la vente, constitués par des titres de sociétés non consolidées par le groupe, s'analysent comme suit :

Titres de participation détenus	% détenu	30/09/12		30/09/11	
		Valeur brute	Dépréciation	Valeur brute	Dépréciation
Actual	49.0	56	56	56	56
Airess	20.0	3 354	3 354	3 354	3 354
TVB	100.0	232	232	232	232
SCI Beauséjour	33.0	41		41	
Autres		35	5	35	5
Total		3 718	3 647	3 718	3 647

Les sociétés françaises, Actual et Airess, et la société TVB (Allemagne), sont toujours en cours de liquidation judiciaire.

La quote-part revenant au Groupe, des résultats et des capitaux propres des sociétés non consolidées, n'est pas significative.

Créances rattachées	30/09/12		30/09/11	
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur brute	Dépréciation
TVB	2 120	2 120	2 120	2 120
Actual	268	268	268	268
Autres	40	7	60	7
Total	2 428	2 395	2 448	2 395

Note 5.- Participation dans les entreprises associées

Le groupe détient 49 % d'intérêt dans la société Eurosigns (GB), spécialiste de la signalisation verticale, 49% dans la société AMOS, bureau d'étude en signalisation routière et signalétique.

Le tableau suivant résume les informations financières concernant la participation dans Eurosigns et AMOS (données chiffrées du bilan et du compte de résultat multipliées par le taux de participation du groupe).

	Eurosigns		Amos	
	30/09/2012	30/09/2011	30/09/2012	30/09/2011
Actifs	2 165	1 536	26	22
Dettes et provisions risques	1 276	684	21	18
Actifs nets	889	852	5	4
Produits des activités ordinaires	3 561	2 824	42	45
Résultats	-34	-114	0	1
Valeur comptable de la participation	889	852	5	4

Ces participations ne sont pas cotées.

Note 6.- Participation dans les coentreprises

La contribution des coentreprises dans les comptes consolidés du groupe est la suivante :

	30/09/12		30/09/11	
	Actifs courants	Actifs non courants	Actifs courants	Actifs non courants
Defrain Signalisation	56	8	77	6
Girod Ennis Manufacturing (GEM)	385	3	404	2
Girod Maroc	97	69	21	64
TTS	1356	385	1 878	403
TTS Invest	510	5	479	5
TTS Parking	583	194	405	205

	30/09/12		30/09/11	
	Passifs courants	Passifs non courants	Passifs courants	Passifs non courants
Defrain Signalisation	27	6	47	5
Girod Ennis Manufacturing (GEM)	292	1	389	2
Girod Maroc	111	1	10	1
TTS	654	49	1 352	92
TTS Invest	201	25	181	121
TTS Parking	222	25	173	8

	Exercice 2011/2012		Exercice 2010/2011	
	Chiffre d'affaires	Charges opérationnelles	Chiffre d'affaires	Charges opérationnelles
Defrain Signalisation	99	93	138	132
Girod Ennis Manufacturing (GEM)	122	128	109	108
Girod Maroc	60	88	0	-40
TTS	2 321	2 226	2 685	2 658
TTS Invest	2	- 110	4	- 129
TTS Parking	1 055	1 068	667	798

Note 7.- Stocks

Les stocks détenus par le Groupe s'analysent comme suit :

	30/09/12	30/09/11
Matières premières	10 329	10 454
Encours de biens	4 760	5 046
Produits intermédiaires et finis	5 121	4 547
Marchandises	1 583	1 632
Total	21 793	21 679
Moins : Dépréciation	- 479	- 490
Valeur nette des stocks et encours	21 314	21 189

Note 8.- Clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés du Groupe nettes de provisions s'analysent comme suit :

	30/09/12	30/09/11
Créances clients et comptes rattachés	41 241	43 394
Moins : Dépréciation	- 1 219	- 1 188
Valeur nette des créances clients et comptes rattachés	40 022	42 206

Pour les termes et conditions concernant les autres parties liées, se référer au paragraphe « V.- Informations relatives aux parties liées ».

Les créances clients ne portent pas intérêt et sont en général payables de 0 à 90 jours, sauf pour le cas particulier de l'Espagne où les délais de règlement couramment pratiqués sont parfois supérieurs à 360 jours.

Au 30 septembre 2012, les créances clients d'une valeur nominale de 1 219 K€ (1 188 K€ au 30 septembre 2011) ont été totalement dépréciées. Les mouvements de ces dépréciations des créances se détaillent comme suit :

	Dépréciées individuellement	Dépréciées collectivement	Total
Au 30 septembre 2010	1 299		1 299
Dotations de l'année	266		266
Reprises utilisées (pertes sur créances irrécouvrables)	- 283		- 283
Reprises non utilisées	- 72		- 72
Mouvement de périmètre			
Ecart de conversion	- 22		- 22
Au 30 septembre 2011	1 188		1 188
Dotations de l'année	443		443
Reprises utilisées (pertes sur créances irrécouvrables)	- 362		- 362
Reprises non utilisées	- 48		- 48
Mouvement de périmètre			
Ecart de conversion	- 4		- 4
Au 30 septembre 2012	1 219		1 219

Au 30 septembre 2012, l'échéancier des créances est résumé ci-après :

	Total	Non échues et non dépréciées	Echues et non dépréciées				
			Moins de 30 jours	De 30 à 60 jours	De 60 à 90 jours	De 90 à 120 jours	Plus de 120 jours
30/09/12	40 022	23 282	8 174	2 237	2 115	617	3 597
30/09/11	42 206	24 716	5 482	3 340	2 620	2 710	3 338

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des créances clients correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

L'essentiel des créances non dépréciées pour lesquelles l'échéance initiale est dépassée correspond à des facturations à des organismes publics pour lesquels l'estimation du risque de non recouvrement est non significatif. Les créances très anciennes ont fait l'objet d'une analyse au cas par cas qui n'a pas amené à constater une dépréciation particulière. Il s'agit de créances vis-à-vis de collectivités publiques ou d'entreprises très solvables.

Note 9.- Actifs d'impôts exigibles et autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

	30/09/12	30/09/11
Créances fiscales d'impôts sur les bénéfices	342	883
Total actifs d'impôts exigibles	342	883
Avances, acomptes sur commandes en cours	509	408
Créances sociales	196	215
Créances fiscales	921	1080
Créances sur cession d'immobilisations	0	102
Débiteurs divers	431	802
Charges constatées d'avance	1 447	1 306
Total des autres actifs courants	3 504	3 913

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des autres actifs courants correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Note 10.- Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe comprennent

	30/09/12	30/09/11
Comptes bancaires et caisses	6 831	6 074
Autres valeurs mobilières de placements	389	272
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	7 220	6 346
Concours bancaires courants	- 1 101	- 1 460
Solde de la trésorerie nette	6 119	4 886
Comptes bancaires et caisses reclassés en actifs destinés à être cédés	1	9
Concours bancaires courants reclassés en passifs afférents aux actifs destinés à être cédés	0	- 3 513
Solde trésorerie repris pour le calcul des flux de trésorerie	6 120	1 382

Les autres valeurs mobilières de placement sont composées de parts de SICAV monétaires euros qui sont liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et soumises à un risque négligeable de variation de valeur.

Note 11.- Actifs destinés à être cédés et passifs afférents

La décision de céder nos activités au Canada avait été prise en fin d'année 2011. Les actifs et passifs des sociétés canadienne SSS et Summum avaient été reclassés en « Actifs destinés à être cédés et passifs afférents » au 30 septembre 2011. La société SSS mise en liquidation au cours de l'exercice 2011/2012 a été déconsolidée (cf. note 23). Au 30 septembre 2012 les actifs et passifs de la société Summum reste reclassés en « Actif destinés à être cédés ». La cession est considérée comme hautement probable.

	Exercice 2011/2012		Exercice 2010/2011	
	SSS	Summum	SSS	Summum
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles			0	
Immobilisations corporelles			3 247	
Immeubles de placement			0	
Actifs financiers disponibles à la vente			0	
Autres actifs financiers		463	25	
Actifs courants				
Stocks			259	
Clients et autres débiteurs			1 818	
Actifs d'impôts exigibles			0	
Autres actifs courants			127	1
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1	2	7
		464	5 478	8

	Exercice 2011/2012		Exercice 2010/2011	
	SSS	Summum	SSS	Summum
Passifs non courants				
Emprunts portant intérêt			586	
Provisions				
Passifs liés aux avantages au personnel				
Passifs d'impôts différés				
Passifs courants				
Emprunts portant intérêt			3 790	
Provisions				
Fournisseurs			816	8
Passifs d'impôts exigibles			0	0
Autres passifs courants			272	
			5 464	8

Note 12.- Capital émis et réserves

Le capital est composé de 1 139 062 actions de 13 € nominal, entièrement libérées au 30 septembre 2012.
Il n'y a pas eu de programme de rachat d'actions.
La société ne détient aucune action propre.

	30/09/12	30/09/11
Actions ordinaires au nominal de 13 €	1 139 062	1 139 062

Il n'y a pas eu d'augmentation de capital ou de création d'actions au cours de l'exercice.

Note 13.- Emprunts portant intérêt

Détail des emprunts

Emprunts et dettes financières courantes	30/09/12	30/09/11
Part des emprunts à moins d'un an	5 386	7 942
Dettes participation des salariés à moins d'un an	286	224
Dettes financières diverses à moins d'un an	69	132
Concours bancaires courants	1 101	1 460
Total	6 842	9 758

Emprunts et dettes financières non courantes	30/09/12	30/09/11
Part des emprunts à plus d'un an	19 273	18 277
Dettes participation des salariés à plus d'un an	305	581
Dettes financières diverses à plus d'un an	115	89
Total	19 693	18 947

Echéanciers de remboursement des emprunts non courants

	30/09/2012			30/09/2011
	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total	
Emprunts bancaires	15 201	4 072	19 273	18 277
Dettes participation des salariés	305		305	581
Dettes diverses	110	5	115	89
Emprunts portant intérêt	15 616	4 077	19 693	18 947

Le groupe estime que la valeur inscrite au bilan des emprunts portant intérêt correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Certains emprunts à long et moyen terme ont été contractés par des filiales étrangères du Groupe dans leur devise locale.

La répartition des emprunts en fonction des devises est la suivante :

Emprunts et dettes financières non courants et courants	30/09/12	30/09/11
Emprunt en Forint Hongrois - HUF	83	105
Emprunt en Couronne Tchèque - CZK	392	416
Emprunt en Devise Roumaine - RON	11	2

D'une manière générale, certains emprunts souscrits par le Groupe sont soumis à des « covenants », susceptibles d'entraîner un remboursement anticipé en cas de non respect. La dette financière concernée s'élève à 2 301 K€ à fin septembre 2012 (contre 3 091 K€ au 30 septembre 2011).

Les calculs de ratios financiers afférents aux « covenants » sont effectués sur une base annuelle et doivent être respectés au 30 septembre.

Au 30 septembre 2012, le groupe respectait ces covenants. En conséquence, les emprunts non courants qui ne respectaient pas les covenants au 30 septembre 2011 et qui avaient alors été reclassés en emprunts courants à échéance à moins d'un an, ont été reclassés avec les emprunts non courants au 30 septembre 2012 pour un montant de 1 512 K€.

Note 14.- Provisions

Les provisions courantes et non courantes s'analysent comme suit :

a) Provisions au 30 septembre 2011 et au 30 septembre 2012

	30/09/12	30/09/11
Provisions courantes		
Risques et charges divers	930	1 095
Total des provisions	930	1 095

b) Variation des provisions du 30 septembre 2011 au 30 septembre 2012

	Solde au 30/09/11	Variation de périmètre	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice		Ecart de change	Solde au 30/09/12
				Provision utilisée	Provision non utilisée		
Risques et charges divers	1 095	-144	460	334	150	3	930
Total provisions	1 095	-144	460	334	150	3	930

Ces autres provisions pour charges concernent des litiges en cours.

Note 15.- Retraites et assimilés

	Solde au 30/09/11	Variation de périmètre	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice		Activité destinée à être cédée	Solde au 30/09/12
				Provision utilisée	Provision non utilisée		
Avantages postérieurs à l'emploi	1 983		352		86		2 249
Total passifs liés aux avantages au personnel	1 983		352		86		2 249

	30/09/12	30/09/11
Valeur actualisée de l'obligation	2 734	2 463
Juste valeur des actifs du régime	485	480
Pertes (gains) actuariels non comptabilisés	0	0
Coût des services passés non comptabilisés	0	0
Passif enregistré au bilan	2 249	1 983

Hypothèses actuarielles

Les hypothèses prises en compte pour les évaluations aux clôtures 2009/2011 et 2010/2012, se déclinent ainsi :

	30/09/12	30/09/11
Taux d'actualisation	2.91 %	2.94 %
Hypothèse de taux de progression des salaires	2.00 %	2.00 %

Le taux de turnover est calculé au niveau de chaque structure.

Note 16.- Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs de la société s'analysent comme suit :

	30/09/12	30/09/11
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 770	13 975
Total	11 770	13 975

Note 17.- Autres Passifs courants

Les autres passifs courants se décomposent de la manière suivante :

	30/09/12	30/09/11
Avances sur commandes	258	412
Dettes fiscales et sociales	9 488	13 284
Autres dettes	900	965
Ecart de conversion passif	86	0
Produits constatés d'avance	930	658
Total	11 662	15 319

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des autres passifs correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Note 18.- Information sectorielle

L'information sectorielle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Principal Décideur Opérationnel (le Président Directeur Général) pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance.

Les informations du reporting sont préparées en conformité avec les principes comptables suivis par le Groupe (établies selon le référentiel IFRS).

Les secteurs opérationnels du Groupe sont :

- Signalisation France
- Sociétés spécialisées
- Activités internationales

Les sociétés spécialisées regroupent notamment :

- La fabrication et la pose de panneaux électroniques à messages variables (panneaux routiers, téléaffichage en gare, informations dans les réseaux de transports). Activité développée par les sociétés TTS et TTS Parking ;
- La fabrication et la vente d'équipement floral – Activité de la société ATECH ;
- La fabrication et la vente de mobilier urbain non publicitaire – Activité de la société Concept Urbain ;
- La sérigraphie et la décoration de véhicules – Activité de la société SIP.

La direction évalue la performance des secteurs sur la base du résultat opérationnel courant.

30/09/2012	Signalisation France	Activités spécialisées	Activités internationales	Ajustements et éliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	89 677	22 969	19 646		132 292
Inter secteurs	944	2 244	35	- 3 223	0
Chiffre d'affaires total	90 621	25 213	19 681	- 3 223	132 292
Résultat opérationnel courant	3 253	2 792	1 377		7 422

30/09/2011	Signalisation France	Activités spécialisées	Activités internationales	Ajustements et éliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	87 711	22 674	22 478		132 863
Inter secteurs	1 202	2 343	26	- 3 571	0
Chiffre d'affaires total	88 913	25 017	22 504	- 3 571	132 863
Résultat opérationnel courant	523	2 105	625		3 253

Note 19.- Charges de personnel

L'effectif moyen du Groupe en nombre de salariés équivalent temps plein est le suivant :

	30/09/12	30/09/11
Cadres et agents de maîtrise	334	340
Ouvriers et employés	724	843
Total	1 058	1 183
Signalisation France	728	764
Sociétés Spécialisées	138	139
Activités internationales hors Canada	168	183
Canada	24	97
Total	1 058	1 183

Les charges de personnel se répartissent de la manière suivante :

	30/09/12	30/09/11
Salaires et traitements	28 722	31 469
Charges salariales et patronales	13 894	14 771
Total des charges de personnel	42 616	46 240

Note 20.- Frais de recherche et développement

Notre groupe concentre ses efforts sur des bureaux d'études internes qui travaillent sur des créations de nouveaux produits et sur des améliorations de l'existant.

Les frais de recherche et développement sont inscrits directement en compte de charges opérationnelles, en fonction de leur nature.

Pour la SA Signaux Girond, sur laquelle se concentre l'essentiel des efforts de recherche et développement du groupe, ces frais s'élèvent à 549 K€ pour l'exercice 2011/2012 contre 593 K€ pour l'exercice 2010/2011.

Des projets de recherche et développement sont également menés par certaines filiales du Groupe.

Les dépenses réalisées à ce titre au cours de cet exercice se sont élevées à 247 K€ pour la société TTS, 102 K€ pour la société TTS Parking.

Note 21.- Amortissements, dépréciations et pertes de valeurs

	30/09/12	30/09/11
Amortissements des immobilisations incorporelles	342	279
Amortissements des immobilisations corporelles	5 361	5 787
Pertes de valeur	0	0
Total amortissements et pertes de valeur	5 703	6 066
Dotations et reprises de dépréciations	928	891
Total amortissements, dépréciations et pertes de valeur	6 631	6 957

Note 22.- Autres produits et charges d'exploitation

Les produits et charges d'exploitation se répartissent comme suit :

	30/09/12	30/09/11
Subventions d'exploitations	15	15
Autres produits et charges	121	260

Note 23.- Autres produits et charges opérationnels

Ils incluent les produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant.

	30/09/12	30/09/11
Valeur nette comptable des immobilisations sorties	- 403	- 813
Produits sur cession d'immobilisations	550	2 488
Résultat net sur la cession de la filiale SRU		33
Impact lié à la perte de contrôle de la filiale canadienne (SSS) (1)	- 628	
Dotation pour dépréciation d'actif non courant (2)	- 1 000	
Dotation provision dépréciation goodwill Atech		- 1 200
Total des autres produits et charges opérationnels non courants	- 1 481	508

(1) Suite à la nomination d'un administrateur judiciaire, en janvier 2012, le groupe a perdu le contrôle sur la filiale canadienne SSS qui a été déconsolidée. Au 30 septembre 2012, le poste « actifs destinés à être cédés » (464K€) comprend les créances sur cette filiale évaluées en fonction des recouvrements attendus (établis sur la base des informations fournies par l'administrateur judiciaire).

(2) La provision pour dépréciation de 1 000 K€ constatée concerne les terrains et constructions de la société espagnole Senales Girod.

Frappée par la conjoncture économique espagnole, Senales Girod a subi une forte baisse d'activité sur la période, (baisse du chiffre d'affaires de – 36 % et du résultat opérationnel courant de – 295 K€). Des mesures de restructuration (réduction d'effectif) ont été prises pour limiter les effets de cette baisse d'activité. Le coût de ces mesures de restructuration a été comptabilisé sur l'exercice 2011/2012.

Les actifs de Senales Girod au 30 septembre 2012 sont principalement composés d'un ensemble immobilier mis en service en 2011 pour 5.3 M€ et de créances clients d'un montant net de provision de 1.5 M€. L'analyse individuelle de ces créances donne une assurance raisonnable de leur recouvrabilité.

La forte diminution de l'activité de la filiale espagnole a amené le groupe à effectuer un test de perte de valeur sur ses actifs non courants. La valeur recouvrable de l'ensemble immobilier a été déterminée par sa valeur de marché. L'évaluation de l'ensemble immobilier par un expert spécialisé dans ce type d'actif conclut à une dépréciation de cet ensemble immobilier de 1 000 K€. Les autres actifs non courants, testé à la valeur d'utilité, n'ont pas engendrés de dépréciation complémentaire.

Note 24.- Coût de l'endettement financier net

	30/09/12	30/09/11
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	178	204
Intérêts sur emprunts bancaires et non bancaires, découverts bancaires	- 719	-685
Coût de l'endettement financier net	- 541	- 481

Note 25.- Autres produits et charges financiers

	30/09/12	30/09/11
Gains nets de change	342	- 59
Variation de juste valeur des actifs financiers	- 8	- 134
Total des autres produits et charges financiers	334	- 193

Note 26.- Charge d'impôt

La charge d'impôt pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011 est principalement composée de :

	30/09/12	30/09/11
Charge d'impôt exigible	1 930	758
Charge d'impôt différée	- 292	- 486
Charge d'impôt consolidée	1 638	272

Le rapprochement chiffré entre la charge d'impôt et le produit du bénéfice comptable multiplié par le taux d'impôt applicable en France est le suivant pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011.

Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique

	30/09/12	30/09/11
Résultat net avant impôt	5 700	2 974
Taux d'imposition du Groupe	33.33 %	33.33 %
Charge d'impôt théorique	1 900	991
Augmentation et réduction de la charge d'impôt résultant de :		
- Consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	0	- 716
- Activation de déficits antérieurs non reconnus	0	0
- Pertes de l'exercice non activées	12	0
- Autres différences permanentes	-274	-3
Charge réelle d'impôt	1 638	272

Actifs et passifs d'impôt différés

	30/09/12	30/09/11
Impôts différés actifs		
Provisions fiscalement réintégrées	140	144
Provisions complémentaires pour avantage au personnel	750	661
Provision dépréciation des actifs immobilisés (1)	300	
Autres différences	496	423
Compensation des actifs et passifs d'impôt différé sur une même entité fiscale	- 1 150	- 1 145
Total	536	83
Impôts différés passifs		
Retraitement des durées d'amortissement des immobilisations (2)	4 470	4 342
Autres différences (3)	835	788
Compensation des actifs et passifs d'impôt différé sur une même entité fiscale	- 1 150	- 1 145
Total	4 155	3 985
Position nette d'impôts différés	3 919	3 902

(1) Impôt différé correspondant à la dépréciation de l'ensemble immobilier de la filiale espagnole (cf. note 23). La recouvrabilité de cet impôt différé actif n'est pas remise en cause à ce jour par compte tenu des perspectives économiques de la filiale.

(2) Le poste « Retraitement des durées d'amortissement des immobilisations » comprend notamment le retraitement des provisions pour amortissements dérogatoires constatées dans les sociétés françaises pour un montant de 4 201 K€.

(3) Les déficits cumulés n'ayant pas donné lieu à constitution d'un impôt différé actif s'élèvent à 2 194 K€ au 30 septembre 2012.

Note 27.- Quote-part dans le résultat des entreprises associées

	30/09/12	30/09/11
Euro Signs	- 34	- 114
Amos	0	1
Total	- 34	- 113

Note 28.- Résultat par action

	30/09/12	30/09/11
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère	3 994	2 634
Nombre d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	1 139 062	1 139 062
Résultat net en euros par action	3.50	2.31

	30/09/12	30/09/11
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère	3 994	2 634
Nombre d'actions ordinaires ajusté pour le résultat dilué par action	1 139 062	1 139 062
Résultat net dilué en euros par action	3.50	2.31

IV.- Engagements et passifs éventuels

a) Engagements sur contrats de location simple

Le Groupe a conclu des contrats de location sur certains véhicules à moteur, machines et locaux. Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants :

Locations simples	Au 30/09/12	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Constructions	4 211	830	2 353	1 028
Autres	1 641	902	739	0
Total	5 852	1 732	3 092	1 028

Le montant des loyers passés en comptes de charges s'est élevé à 2 350 K€.

b) Engagements sur contrats de location financement

Le Groupe a des contrats de location financement qui sont traités conformément à IAS 17.

Le rapprochement entre les paiements futurs minimaux au titre des contrats de location financement et de location avec option d'achat, et la valeur actualisée des paiements minimaux nets au titre des locations se présente de la façon suivante :

	30/09/12	30/09/11
Paiements minimaux à moins d'un an	602	908
Paiements minimaux à plus d'un an et moins de cinq ans	726	1 268
Paiements minimaux à plus de cinq ans	323	383
Paiements minimaux totaux au titre des contrats de location financement	1 651	2 559
Moins les montants représentant des charges financières	- 128	- 194
Valeur des paiements minimaux au titre de la location	1 523	2 365

La valeur nette comptable des immobilisations capitalisées et liées à des contrats de location financement s'élève à 2 788 K€ au 30 septembre 2012.

c) Engagements d'investissement :

Au 30 septembre 2012, aucun engagement d'investissement d'un montant significatif n'est à signaler.

d) Engagements au titre d'opérations d'achats et de ventes à terme de devises :

Au 30 septembre 2012 il n'y a pas d'engagement au titre d'opérations d'achats et de ventes à terme de devises.

e) Engagements donnés :

	30/09/12	30/09/11
Avals, cautions, garanties données (1)	6 023	11 498

(1) Les engagements en matière de pensions et indemnités de départ en retraite ont été enregistrés au bilan en provision pour risques et charges.

f) Engagements reçus :

Néant

g) Litiges et passifs éventuels :

La société Signaux Girod et les 7 autres sociétés concernées par le jugement rendu par l'Autorité de la concurrence en décembre 2010, ont fait l'objet de la part d'une entreprise concurrente d'une plainte visant à obtenir une indemnisation du préjudice qu'elle prétend avoir subi en conséquence des pratiques anticoncurrentielles sanctionnées par l'Autorité de la concurrence. Le groupe conteste les arguments développés par la plaignante. Notre connaissance actuelle de la procédure ne nous permet pas d'évaluer avec une fiabilité suffisante le risque lié à cette plainte. Une audience est prévue devant le tribunal de commerce en février 2013.

A l'exception du litige évoqué ci-dessus, le groupe n'a pas connaissance de litiges ou passifs éventuels dont l'impact sur les états financiers pourrait être significatif et qui n'aurait pas été pris en compte dans l'établissement des comptes consolidés au 30 septembre 2012.

h) Droit individuel de formation :

Le groupe a maintenu en IFRS le traitement en normes françaises du droit individuel à la formation, conformément à l'avis n° 2004-F du 13 octobre 2004 du comité d'urgence du CNC relatif à la « comptabilisation du droit individuel à la formation – DIF ». Les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucun provisionnement. Mention est faite dans l'annexe du volume d'heures à la clôture de l'exercice de la part ouverte des droits avec indication du volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes de la part des salariés. Dans quelques cas limités (demande de congés individuel de formation (« CIF ») ou en cas de licenciement ou démission) où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme en résultant est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié devient probable ou certaine.

Au 30 septembre 2012 :

- Volume d'heures de la part ouverte des droits : 78 539 heures

- Volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes de la part des salariés : 77 779 heures

V.- Informations relatives aux parties liées

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Signaux Girod S.A. et des filiales énumérées dans la note VII.

La S.A.S. L'action Girod est l'ultime société mère du groupe.

Il n'y a pas eu de transaction entre la société L'Action Girod et les sociétés du groupe au cours de cet exercice.

Les transactions entre la société mère Signaux Girod et ses filiales consolidées par intégration globale, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans cette note.

Le tableau suivant fournit le montant total des transactions conclues avec les parties liées sur l'exercice :

	Créances	Dettes	Produits	Charges
Entreprises qui ont une influence notable sur le groupe :				
Société Familiale de Gestion Girod (S.F.G.P.G.)	4	115	6	474
Entreprises associées :				
Euro Signs				
Amos				
Coentreprises :				
Defrain Signalisation	12	0	0	2
Girod Ennis Manufacturing (GEM)	92	123	27	897
Girod Maroc	151	0	74	0
TTS	56	73	179	524
TTS Invest	0	0	0	0
TTS Parking	25	0	66	1

Termes et conditions des transactions avec les parties liées :

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés aux prix de marché. Les soldes en cours à la fin de l'exercice ne sont pas garantis, ne sont pas porteurs d'intérêts et les règlements se font en trésorerie. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour les créances et les dettes sur les parties liées. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2012, le Groupe n'a constitué aucune provision pour créances douteuses relative aux montants dus par les parties liées (au 30 septembre 2011 : 0 €). Cette évaluation est effectuée lors de chaque exercice en examinant la situation financière des parties liées ainsi que le marché dans lequel elles opèrent.

Transactions avec d'autres parties liées :

Rémunération du personnel dirigeant du groupe :

	30/09/12	30/09/11
Avantages à court terme	372	558
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat de travail		
Païement en action		
Total des rémunérations au personnel dirigeant	372	558

Un état détaillé de ces rémunérations figure dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

VI.- Gestion du risque financier

Risque de taux d'intérêt

L'exposition du Groupe au risque de variation des taux d'intérêt du marché est liée à l'endettement financier à long terme du Groupe, à taux variable. L'endettement à long et moyen terme auprès des établissements de crédit, emprunts classiques et emprunts correspondant à des contrats de crédit bail ou de location financement, se répartit de la façon suivante :

- Emprunts à taux fixe : 21 %
- Emprunts à taux variable : 45 %
- Emprunts à taux variable avec taux plafond garanti : 15 %
- Emprunts à taux variable couvert par des swaps : 19 %

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité du résultat avant impôt du Groupe à une variation raisonnable dans les taux d'intérêt, toutes autres variables étant constantes par ailleurs (impact sur les emprunts à taux variable). Les capitaux propres du Groupe ne sont pas affectés.

	Augmentation / Diminution en points de base	Effet sur le résultat avant impôt (K€)
30/09/2012		
Europe	+ 15	-22
Europe	- 10	15
30/09/2011		
Europe	+ 15	- 24
Europe	- 10	+ 16

Le groupe a recours à des instruments de couverture de type swaps.

Risque de change

La plus grande partie du chiffre d'affaires du groupe est réalisée en euros.

Les filiales étrangères hors de la zone euro réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaires dans leur monnaie nationale.

L'endettement des filiales hors zone euro est réalisé dans la devise de leurs pays respectifs.

Le chiffre d'affaires réalisé par les filiales hors zone euro représente 8.32 % du chiffre d'affaires total.

L'incidence éventuelle sur le groupe, des variations de change subies par ces filiales est très faible.

Le groupe n'a pas recours à des instruments de couverture.

Risque de crédit

Le Groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée. La plus grande partie du chiffre d'affaires du groupe est réalisée avec des collectivités territoriales et des organismes du secteur public.

Pour le reste du chiffre d'affaires, la politique du Groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit. De plus, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent et par conséquent, l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

Le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du Groupe, concerne essentiellement les actifs disponibles à la vente, pour lesquels l'exposition du groupe est liée aux défaillances éventuelles des tiers concernés, avec une exposition maximale égale à la valeur comptable de ces actifs.

Quant à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, ils sont principalement composés de SICAV monétaires de trésorerie et de comptes à terme.

Risque sur le cours des métaux

Notre activité de fabrication de panneaux de signalisation est essentiellement consommatrice d'aluminium et d'acier. Les évolutions subies des cours de ces métaux ont une influence directe sur les prix de revient de nos produits.

Les services achats des entités qui travaillent directement ces métaux, à savoir le site de Bellefontaine, siège de la SA Signaux Girod pour la France, et les sites de production des filiales étrangères, veillent à assurer, un approvisionnement régulier au cours le plus favorable.

Risque de liquidité

La situation de trésorerie nette du Groupe est positive de 6 120 K€.

En France, 29 filiales sont liées par un contrat de centralisation de trésorerie avec la SA Signaux Girod. Ce contrat permet de faire remonter dans un compte centralisateur tenu par la société tête de groupe, la trésorerie des filiales excédentaires, et d'alimenter les comptes bancaires des filiales qui présentent un besoin de trésorerie. Ces opérations donnent lieu à une rémunération, calculée sur le montant des sommes reçues ou prêtées, à un taux qui varie en fonction du marché. La trésorerie excédentaire nette centralisée par la SA Signaux Girod est placée en SICAV monétaires de trésorerie.

Les filiales étrangères gèrent leur trésorerie, excédentaire ou non de façon autonome. Toutefois, la société mère est parfois amenée à donner sa caution en garantie des découverts accordés par les organismes bancaires à certaines de ces filiales.

Instruments financiers inscrits au bilan

	30/09/2012		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente.	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
Actifs financiers disponibles à la vente	72	72		72		
Autres actifs long terme	531	531			531	
Clients et autres débiteurs	40 022	40 022			40 022	
Autres actifs courants	3 846	3 846			3 846	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 220	7 220	7 220			
Total actifs financiers	51 691	51 691	7 220	72	44 399	
Passifs financiers non courants	19 693					19 693
Passifs financiers courants	6 842					6 842
Fournisseurs et autres créditeurs	11 770					11 770
Autres passifs courants	11 662					11 662
Total passifs financiers	49 967					49 967

	30/09/2011		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente.	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
Actifs financiers disponibles à la vente	71	71		71		
Autres actifs long terme	404	404			404	
Clients et autres débiteurs	42 206	42 206			42 206	
Autres actifs courants	4 796	4 796			4 796	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 346	6 346	6 346			
Total actifs financiers	53 823	53 823	6 346	71	47 406	
Passifs financiers non courants	18 947					18 947
Passifs financiers courants	9 758					9 758
Fournisseurs et autres créditeurs	13 975					13 975
Autres passifs courants	15 319					15 319
Total passifs financiers	57 999					57 999

VII.- Liste des entités consolidées et méthodes de consolidation

	R.C.S.	Méthode		% d'intérêt	
		30/09/12	30/09/11	30/09/12	30/09/11
Signaux Girod Chelle	646 950 519	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Grand Sud	338 395 858	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod La Catalane	342 732 500	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Alpes	350 050 308	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Nord Ouest	349 119 602	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Tarn	351 552 328	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Languedoc	352 825 244	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Auvergne	338 629 520	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Alsace	377 692 496	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Bourgogne	381 465 038	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Val de Saône	390 788 362	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Centre Loire	388 896 201	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Rhône Alpes	959 502 345	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Ile de France	332 201 458	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Nord de France	316 752 807	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Est	432 478 162	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Lorraine	432 840 288	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Ouest	442 213 724	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Méditerranée	513 354 357	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Services Routiers	512 268 228	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod La Réunion	515 340 693	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Filiales France	443 137 955	I.G.	I.G.	100.00	100.00
S.F.L.	304 635 337	I.G.	I.G.	99.95	99.95
Infotonic Girod	348 038 274	I.G.	I.G.	99.99	99.99
Lacgir	332 201 441	I.G.	I.G.	99.00	99.00
International Girod	443 137 021	I.G.	I.G.	100.00	100.00
GS Plus	Rép. Tchèque	I.G.	I.G.	99.88	99.88
GSR Girod Semnalizare Rutiera	Roumanie	I.G.	I.G.	100.00	100.00
ACE	Belgique	I.G.	I.G.	75.00	75.00
M-2	Lettonie	I.G.	I.G.	90.00	90.00
Senales Girod	Espagne	I.G.	I.G.	99.88	99.88
Alfa Girod (1)	Hongrie	I.G.	I.G.	100.00	67.68
I.R.S.	Royaume Uni	I.G.	I.G.	50.00	50.00
Summum	Canada	I.G.	I.G.	100.00	100.00
S.S.S. (2)	Canada	I.G.	I.G.	100.00	100.00
T.M.S.	Canada	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Sociétés Spécialisées Girod	481 957 041	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Atech	339 707 143	I.G.	I.G.	100.00	100.00
L'Appentièrre Fleurie	384 205 175	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Burrial	060 500 576	I.G.	I.G.	50.00	50.00
TTS Parking	389 354 127	I.P.	I.P.	50.00	50.00
Concept Urbain	322 746 603	I.G.	I.G.	100.00	100.00
S.I.P.	971 500 723	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Girod Ennis Manufacturing G.E.M. (3)	524555331	I.P.	I.P.	50.00	50.00
Girod Maroc	Maroc	I.P.	I.P.	50.00	50.00
Dominique Defrain Signalisation	380 766 436	I.P.	I.P.	49.90	49.90
TTS (4)	398 379 214	I.P.	I.P.	49.99	48.97
TTS Invest	437 770 498	I.P.	I.P.	50.00	50.00
Eurosigns	Royaume Uni	M.E.	M.E.	49.00	49.00
A.M.O.S.	513 325 795	M.E.	M.E.	49.00	49.00
Actual	347 636 938	N.C.	N.C.	49.00	49.00
T.V.B.	Allemagne	N.C.	N.C.	100.00	100.00
Groupe AIRESS	311 700 629	N.C.	N.C.	20.00	20.00

IG = Intégration globale consolidée

IP = Intégration proportionnelle

ME = Mise en équivalence

NC = Non

(1) Alfa Girod : rachat de 32.32 % des titres en avril 2012 (impacts peu significatifs)

(2) SSS : perte de contrôle en janvier 2012

(3) G.E.M. : Début d'activité en janvier 2011

(4) TTS : Rachat de titres par TTS INVEST en février 2012.

VIII.- Informations environnementales

Signaux Girod est certifiée ISO 14001, version 2004, depuis le 13 octobre 2006. Notre certification a été renouvelée le 31 mai 2012.

Cet engagement pour la protection de l'environnement nous encourage à rechercher constamment des axes d'amélioration afin de diminuer notre impact lié aux activités de notre entreprise. Nos actions environnementales vont donc au-delà du simple respect de la réglementation.

Nous avons sensibilisé l'ensemble du personnel y compris le personnel intérimaire aux impacts environnementaux liés à nos activités et nous l'avons formé aux comportements à adopter pour éviter toute pollution. Des indicateurs de suivi, complétés ou non d'objectifs, permettent d'évaluer les actions mises en place. Le personnel itinérant est sensibilisé à l'écoconduite afin de réduire la consommation moyenne des véhicules mis à disposition.

Sur l'ensemble du périmètre Signalisation France, dans le cadre du renforcement de notre lutte contre la pollution du sol et de l'eau, de nouvelles rétentions ont été acquises dès lors que le besoin était constaté et des exercices ont été réalisés à fréquences déterminées. Pour la gestion des déchets, un contrat groupe a été signé (tri, collecte et suivi) nécessitant localement une revalorisation des coûts et une harmonisation du type de stockage.

Sur notre site de production, un Comité de pilotage veille à l'amélioration continue par le suivi des indicateurs qualité et la mise en place d'actions d'amélioration. Pour ce qui concerne les rejets aqueux, une station d'épuration traite l'ensemble de nos effluents. Des analyses à fréquence variables permettent de s'assurer de son bon fonctionnement et de la qualité des eaux rejetées, sous contrôle de la DREAL et de l'Agence de l'eau. Les rejets dans l'air sont également analysés par des organismes indépendants afin de connaître les concentrations en polluants et de mettre en place, le cas échéant, des actions préventives ou correctives. Des contrôles annuels sont effectués à la sortie de nos cheminées et sur différents postes de travail. D'autre part, avant le lancement de la fabrication de nos nouvelles gammes de produits, nous travaillons sur l'optimisation de la matière et la réduction des coûts énergétiques.

Les investissements liés à la protection de l'environnement et à la sécurité réalisés par la société sur les exercices antérieurs et le dernier exercice s'élèvent à 850 K€.

Les sociétés Concept Urbain, Eurosigns et Girod Semnalizare Rutiera partagent également cette démarche environnementale et sont certifiées ISO 14001.

IX.- Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun évènement majeur postérieur à la clôture de l'exercice n'est à signaler.

VI. - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Signaux Girod, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

Votre groupe apprécie à chaque clôture :

- la valeur recouvrable des actifs, comme cela est décrit dans la note II.3.10 de l'annexe aux comptes consolidés ;
- l'évaluation des goodwill, comme cela est décrit dans les notes II.3.8, II.3.10 et III.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par votre groupe et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Lons-le-Saunier et Lyon, le 29 janvier 2013

Les Commissaires aux Comptes

PLURIS AUDIT
Jean-François Ganne

ERNST & YOUNG et Autres
Mohamed Mabrouk

B.- Comptes sociaux.**I. - Bilan au 30 septembre 2012**

(Montants exprimés en milliers d'euros)

Actif	Note	30/09/2012	30/09/2011
Actif immobilisé			
Immobilisations incorporelles		1 562	1 688
Immobilisations corporelles nettes		27 367	28 200
Immobilisations financières		25 111	21 542
Dont : Titres de participations		15 266	15 266
Créances rattachées		9 763	6 269
Total Actif immobilisé	1	54 040	51 430
Actif circulant			
Stocks et en-cours	2	6 636	6 968
Clients et comptes rattachés	3	8 991	11 081
Autres créances et comptes de régularisation	3	15 113	16 671
Disponibilités	6	3 831	3 356
Comptes de régularisation	3-8	618	582
Total Actif circulant		35 189	38 658
Total actif		89 229	90 088

Passif	Note	30/09/2012	30/09/2011
Capital social		14 808	14 808
Réserve légale		1 481	1 481
Autres réserves		39 946	37 546
Résultat net		4 007	3 539
Situation nette		60 242	57 374
Subventions		134	150
Provisions règlementées	5	9 967	9 571
Capitaux propres	4	70 343	67 095
Provisions pour risques et charges	5	201	388
Dettes financières	6	10 667	10 280
Fournisseurs et comptes rattachés	7	4 285	4 901
Autres dettes et comptes de régularisation	7	3 733	7 423
Passif circulant		18 685	22 604
Ecart de conversion passif			
Total passif		89 229	90 088

II. – Compte de résultat

(Montants exprimés en milliers d'euros)

	Note	30/09/2012	30/09/2011
Produits d'exploitation :			
Chiffre d'affaires	10	38 964	37 103
Production stockée		-63	1 151
Reprise de provisions et transfert de charges		2 391	2 078
Autres produits		47	224
Total des produits d'exploitation		41 339	40 556
Charges d'exploitation :			
Achats matières premières et autres approvisionnements		17 102	17 505
Variation des stocks		277	- 519
Autres achats et charges externes		8 020	8 277
Impôts, taxes et versements assimilés		1 212	1 185
Salaires et traitements		6 448	6 621
Charges sociales		2 556	2 569
Dotations aux amortissements et provisions		2 004	2 049
Autres charges		29	5
Total des charges d'exploitation		37 648	37 692
Résultat d'exploitation		3 691	2 864
Résultat financier	11	17	103
Résultat courant		3 708	2 967
Résultat exceptionnel	12	- 271	- 538
Participation des salariés		0	0
Impôts sur les bénéfices	14	570	1 110
Résultat net de l'exercice		4 007	3 539
Résultat par action (en Euros)		3.52	3.11
Résultat dilué par action (en Euros)		3.52	3.11
Nombre d'actions		1 139 062	1 139 062
Nombre d'actions diluées		1 139 062	1 139 062

III. – Tableau des flux de trésorerie

	30/09/2012	30/09/2011
Résultat net	4 007	3 539
Amortissements et provisions nets	- 555	- 4 510
Plus ou moins values	2 596	47
Subventions virées au résultat	- 16	-12
Variation du Besoin en Fonds de Roulement d'exploitation	- 1 727	2 480
= Flux de trésorerie d'exploitation (A)	4 305	1 544
Distributions mises en paiement	- 1 139	0
Remboursement de dettes financières	- 1 600	- 1 152
Variation avances et cash pooling	1 410	- 717
Besoin de trésorerie	- 1 329	- 1 869
Variation avances et cash pooling		
Augmentation des dettes financières	2 220	4 450
Dégagement de trésorerie	2 220	4 450
= Flux de trésorerie financement (B)	891	2 581
Acquisition immobilisations incorporelles	- 97	- 819
Acquisition immobilisations corporelles	- 1 087	- 3 054
Acquisition de titres de participation		
Créances rattachées participation et autres immobilisations financières	- 3 570	
Créances et dettes sur immobilisations	- 280	176
Besoin de trésorerie	- 5 044	- 3 697
Cession, désinvestissement, subvention d'investissement	311	123
Créances rattachées participation et autres immobilisations financières		477
Dégagement de trésorerie	311	600
= Flux de trésorerie investissement (C)	- 4 723	- 3 097
Trésorerie début	3 356	2 328
Trésorerie fin	3 829	3 356
Flux net de trésorerie (A+B+C)	473	1 028

IV. – Principes et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général 2005.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général 2005 applicables à la clôture de l'exercice.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1. – Immobilisations incorporelles et corporelles.

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à leur coût d'acquisition ou leur coût de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les frais accessoires d'acquisition sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de logiciels et de licences informatiques.

Les durées d'utilisation généralement retenues sont les suivantes :

- Logiciels : 5 à 10 ans
- Constructions, agencements et aménagements des constructions : 15 à 50 ans
- Matériels et outillages industriels : 5 à 30 ans
- Matériels de transports : 5 à 13 ans
- Matériels de bureau et matériels informatiques : 6 à 8 ans
- Mobiliers de bureau : 10 à 20 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été le cas échéant dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle de ces biens.

La totalité de la dotation aux amortissements de l'exercice est inscrite au compte de dotation aux amortissements d'exploitation.

L'écart constaté entre la dotation aux amortissements calculée sur la durée d'utilité des biens et la dotation calculée selon la durée d'usage admise fiscalement est enregistrée en « provision règlementée pour amortissements dérogatoires » et comptabilisée en charges exceptionnelles.

2. – Immobilisations financières.

La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires. Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute des titres. La valeur d'inventaire des titres de participation est égale, d'une manière générale, à la quote-part de situation nette de la filiale que ces titres représentent. Il est également tenu compte du potentiel économique et financier des filiales.

3. – Stocks et en-cours.

Les matières et marchandises ont été évaluées par la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Les produits et en-cours de production ont été évalués à leur coût de production, comprenant :

- coût d'achat matières,
- coût direct de production,
- coût indirect de production.

Ces éléments ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte du cours du jour ou de la valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice.

4. – Créances et dettes.

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu. L'essentiel des créances non dépréciées pour lesquelles l'échéance initiale est dépassée correspond à des facturations à des organismes publics pour lesquels l'estimation du risque de non recouvrement est non significatif.

5. – Valeurs mobilières de placement.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur d'acquisition. Elles sont constituées par des SICAV de trésorerie.

6. – Provisions pour risques et charges.

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables.

7. – Impôts.

La société Signaux Girod est à la tête d'un groupe d'intégration fiscale formé avec les sociétés International Girod, Signaux Girod Filiales France, Signaux Girod Nord de France, Signaux Girod Ile de France, Signaux Girod Rhône Alpes, Signaux Girod Est, Signaux Girod Lorraine, Signaux Girod Auvergne, Signaux Girod Tarn, S.F.L, Signaux Girod Alpes, Signaux Girod Languedoc, Signaux Girod La Catalane, Signaux Girod Ouest, Signaux Girod Val de Saône, Signaux Girod Bourgogne, Signaux Girod Nord Ouest, Signaux Girod Alsace, Signaux Girod Chelle, Signaux Girod Grand Sud, Signaux Girod Centre Loire, Signaux Girod La Réunion, Signaux Girod Sociétés Spécialisées, Atech, Concept Urbain, S.I.P., Signaux Girod Méditerranée, Signaux Girod Services Routiers (soit 28 sociétés). L'économie d'impôt qui résulte de l'intégration des filiales déficitaires est conservée par la société tête de Groupe.

8. – Faits marquants et analyse objective sur l'évolution des affaires et des résultats.

Activité de la SA Signaux Girod (en milliers d'euros)

	2010/2012	2009/2011	Variation
Chiffre d'affaires Production hors groupe	8 437	11 980	-29.57 %
Chiffre d'affaires Production groupe	27 753	22 742	+ 22.03 %
Chiffre d'affaires Services	2 774	2 381	+ 16.51 %
Total Chiffre d'affaires	38 964	37 103	+ 5.02 %

Résultats de la SA Signaux Girod (en milliers d'euros)

	2010/2012	2009/2011	Variation
Chiffre d'affaires Production +/- variation production stockée	36 127	35 873	+ 0.71 %
Chiffre d'affaires Services	2 774	2 381	+ 16.51 %
Chiffre d'affaires total +/- variation production stockée	38 901	38 254	+ 1.69 %
Marge brute sur chiffre d'affaires total	21 522	21 268	+ 1.19 %
Taux de marge brute	55.33 %	55.60 %	
Valeur ajoutée	13 502	12 991	+ 3.93 %
Taux de valeur ajoutée	34.71 %	33.96 %	
Excédent brut d'exploitation	3 294	2 619	+ 25.77 %
Taux d'excédent brut d'exploitation	8.47 %	6.85 %	
Résultat net	4 007	3 539	+ 13.22 %

Données relatives aux comptes consolidés :

Le résultat net part du groupe progresse de 52 % par rapport à l'exercice précédent.

En millions d'Euros	2011/2012	2010/2011	Variations
Chiffre d'affaires	132.3	132.9	- 0.4 %
Résultat opérationnel courant	7.4	3.3	+ 128 %
Résultat opérationnel	5.9	3.8	+ 58 %
Résultat net part du groupe	3.9	2.6	+ 52 %

Le résultat opérationnel courant progresse de 128 %, passant de 3.3 M€ à 7.4 M€ grâce aux différentes mesures prises sur l'ensemble des 3 pôles d'activité.

Le résultat opérationnel quant à lui progresse de 58 %. Il prend en charge la fin du désengagement du groupe au Canada (dépréciation d'actifs de 0.6 M€), ainsi qu'une dépréciation de 1 M€ de l'ensemble immobilier de notre filiale espagnole.

Signalisation France : (CA : 89.7 M€ - ROC : 3.2 M€)

Le chiffre d'affaires consolidé progresse de 1.9 M€ (+2.2%) dans un contexte toujours très concurrentiel. Les efforts de rationalisation permettent d'améliorer le ROC de 2.7 M€, le faisant passer de 0.5 M€ à 3.2 M€.

Sociétés spécialisées : (CA 23.0 M€ - ROC : 2.8 M€)

Le chiffre d'affaires progresse légèrement de 0.3 M€ (+1%).

Le ROC de 2.7 M€ confirme la bonne performance de ce pôle.

Activités internationales : (CA : 19.6 M€ - ROC : 1.4 M€)

Suite au désengagement du Canada, le chiffre d'affaires régresse de 2.8 M€. Le ROC augmente de 0.7 M€ et atteint 1.4 M€.

Le ratio d'endettement net par rapport aux fonds propres passe de 33.5 % à 23.6 %.

Malgré une conjoncture européenne incertaine, le groupe reste confiant pour l'exercice 2012/2013 au cours duquel il prévoit une légère progression du résultat opérationnel courant.

V. – Notes

(Montants exprimés en milliers d'euros)

1. - Actif immobilisé

Valeurs brutes	30/09/11	Acquisitions	Cessions et virements	30/09/12
Fonds de commerce	86			86
Autres immobilisations incorporelles	2 440	97	31	2 506
Immobilisations incorporelles	2 526	97	31	2 592
Terrains	2 652		114	2 538
Constructions	27 058	1 386	240	28 204
Installations techniques	9 827	1 266		11 093
Autres immobilisations	2 213	30	58	2 185
Immobilisations en cours	1 966		1 595	371
Autres				
Immobilisations corporelles	43 716	2 682	2 007	44 391
Participations	26 727		2 732	23 995
Créances rattachées	8 664	3 494		12 158
Autres	40	75		115
Immobilisations financières	35 431	3 569	2 732	36 268
Total	81 673	6 348	4 770	83 251

Les fonds de commerce ne sont pas dépréciés au 30 septembre 2012.

Les créances rattachées à des participations (12 158 K€) sont toutes à moins d'un an à l'origine et sont dépréciées pour 2 395 K€ au 30 septembre 2012.

Les autres immobilisations financières (115 K€) sont à plus d'un an et sont dépréciées à hauteur de 33 K€ au 30 septembre 2012.

Amortissements et provisions	30/09/11	Dotations	Reprises	30/09/12
Immobilisations incorporelles	838	221	29	1 030
Terrains	236	25		261
Constructions	9 540	960	198	10 302
Installations techniques	4 353	595		4 948
Autres immobilisations corporelles	1 387	179	53	1 513
Immobilisations corporelles	15 516	1 759	251	17 024
Participations	11 461		2 732	8 729
Créances rattachées	2 395			2 395
Autres	33			33
Immobilisations financières	13 889		2 732	11 157
Total	30 243	1 980	2 712	29 211

Dotations aux amortissements	30/09/12	30/09/11
Immobilisations incorporelles	221	164
Terrains	25	25
Constructions	960	895
Installations techniques	595	550
Autres immobilisations corporelles	179	191
Immobilisations corporelles	1 759	1 661

Les dotations aux amortissements sont calculées en fonction des durées d'utilité retenues par la société suivant un mode linéaire.

L'écart constaté entre les amortissements calculés suivant les durées d'usage (amortissements linéaires ou dégressifs) et les amortissements calculés suivant les durées d'utilité est traité en provision réglementée et enregistré dans le compte « Amortissements dérogatoires » (cf. note 5).

2. - Stocks et En-cours

	30/09/12			30/09/11
	Brut	Dépréciations	Net	Net
Matières premières et approvisionnements	2 290		2 290	2 567
En-cours de production	2 239		2 239	2 447
Produits intermédiaires et finis	2 115	8	2 107	1 954
Total	6 644	8	6 636	6 968

3. - Créances d'Exploitation

	30/09/12			30/09/11
	Brut	Dépréciations	Net	Net
Clients et comptes rattachés	9 145	154	8 991	11 081
Autres créances	15 113		15 113	16 671
Charges constatées d'avance	618		618	582
Total	24 876	154	24 722	28 334

Les échéances des créances d'exploitation sont toutes à moins d'un an

4. - Capitaux Propres

	Capital	Résultat de l'exercice	Réserves	Subv. Invest.	Provision réglementées	Totaux capitaux propres
Situation nette au 30/09/10	14 808	3 614	35 413	59	9 106	63 000
Dividende distribué		0				0
Autres affectations du résultat		- 3 614	3 614			0
Résultat 30/09/11		3 539				3 539
Autres mouvements				91	465	556
Situation nette au 30/09/11	14 808	3 539	39 027	150	9 571	67 095
Dividende distribué		- 1 139				- 1 139
Autres affectations du résultat		- 2 400	2 400			0
Résultat 30/09/12		4 007				4 007
Autres mouvements				- 16	396	380
Situation nette au 30/09/12	14 808	4 007	41 427	134	9 967	70 343

5. – Provisions

Provisions réglementées :

Conformément au règlement CRC 2002-10 du 12/12/2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, les écarts constatés entre les amortissements calculés suivant la méthode de la durée d'utilité et les amortissements calculés suivant la méthode de la durée d'usage sont enregistrés en « provisions pour amortissements dérogatoires ».

Provisions réglementées	30/09/11	Dotations	Reprises	30/09/12
Provision amortissements dérogatoires	9 571	1 187	791	9 967
Dotations et reprises exceptionnelles	9 571	1 187	791	9 967

Autres provisions :

	30/09/11	Dotations	Reprises Utilisées	Reprises Non utilisées	30/09/12
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour risque filiales					
Provisions sociales (1)	279		87	91	101
Provisions sur risques juridiques	0				
Provisions pour charges (2)	109		9		100
Total provisions pour risques et charges	388		96	91	201
Provisions pour dépréciations					
Titres de participation	11 461		2 732		8 729
Autres immobilisations financières	2 428				2 428
Stocks	15			7	8
Créances clients	130	24			154
Autres créances					
Total provisions pour dépréciations	14 034	24	2 732	7	11 319
Dont dotations et reprises					
D'exploitation		24	96	98	
Financières					
Exceptionnelles			2 732		

(1) Les provisions sociales constatées correspondent pour 56 K€ à l'estimation des sommes à payer au titre des médailles du travail évaluées en fonction de l'ancienneté des salariés sur une base actuarielle. Un accord d'entreprise a fixé les modalités de calcul et de distribution des primes liées aux médailles du travail.

(2) Les provisions pour charges se composent uniquement de provisions liées à des litiges pour 100 K€.

6. - Dettes Financières

	30/09/12	30/09/11
Emprunts et dettes financières		
Emprunts à long et moyen terme	10 014	9 386
Participation des salariés	591	805
Intérêts courus	38	40
Cash pooling passif	0	0
Concours bancaires courants	0	0
Divers	24	49
Total emprunts et dettes financières	10 667	10 280
Echéances		
Remboursables à moins d'un an	1 751	2 207
Remboursables à plus d'un an et moins de cinq ans	6 383	5 344
Remboursables à plus de cinq ans	2 533	2 729
Total emprunts et dettes financières	10 667	10 280
Emprunts et dettes financières	10 667	10 280
Valeurs mobilières de placement	- 1	- 1
Cash pooling actif	- 14 171	- 15 581
Disponibilités	- 3 830	- 3 355
Endettement net	- 7 335	- 8 657

D'une manière générale, certains emprunts souscrits par Signaux Girod sont soumis à des « covenants », susceptibles d'entraîner un remboursement anticipé en cas de non respect. La dette financière concernée s'élève à 337 K€ à fin septembre 2012 (contre 412 K€ au 30 septembre 2011).

Les calculs de ratios financiers afférents aux « covenants » sont effectués sur une base annuelle et doivent être respectés au 30 septembre.

Au 30 septembre 2012, Signaux Girod respectait ces « covenants ».

Au 30 septembre 2011, Signaux Girod ne respectait pas certains de ces « covenants ». En conséquence, les remboursements initialement prévus à plus d'un an avaient été reclassés en remboursements à moins d'un an pour un montant de 337 K€.

7. - Dettes d'Exploitation

	30/09/12	30/09/11
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 285	4 901
Autres dettes d'exploitation	3 733	7 423
Total des dettes d'exploitation	8 018	12 324

Les échéances des dettes d'exploitation sont toutes à moins d'un an.

8. - Charges à payer – Produits à recevoir - Charges et Produits constatés d'avance

Charges à payer	30/09/12
Emprunts et dettes financières diverses	37
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	115
Dettes sur immobilisations	24
Clients avoirs à établir	65
Dettes fiscales et sociales	1 465
Autres charges à payer	8
Intérêts bancaires à payer	2
Total des charges à payer	1 716

Produits à recevoir	30/09/12
Clients factures à établir	544
Autres créances produits à recevoir	50
Total des produits à recevoir	594

	30/09/12
Charges constatées d'avance	618

	30/09/12
Produits constatés d'avance	288

9. - Eléments relevant de plusieurs postes du Bilan

	Entreprises liées	Participations
Immobilisations financières		
Participations	15 266	
Créances rattachées	9 762	
Actif circulant		
Clients et comptes rattachés	5 177	4
Autres créances	14 728	
Dettes		
Fournisseurs et comptes rattachés	905	69
Autres dettes	7	
Produits et charges financières		
Produits de participation		
Autres produits financiers	181	
Charges financières	18	

10. - Chiffre d'affaires - Soldes Intermédiaires de Gestion

Chiffre d'affaires

	30/09/12	30/09/11	Variation
Chiffre d'affaires hors groupe	10 926	11 980	-8.8 %
Chiffre d'affaires groupe	25 264	22 742	11.1 %
Chiffre d'affaires production	36 190	34 722	4.2 %
Prestations services hors groupe	285	282	1.1 %
Prestation services groupe	2 489	2 099	18.6 %
Total des prestations services	2 774	2 381	16.5 %
Chiffre d'affaires total	38 964	37 103	5.0 %

	30/09/12	30/09/11	Variation
Chiffre d'affaires France	38 284	36 189	5.8 %
Chiffre d'affaires Etranger	680	914	-25.6 %

Soldes intermédiaires de gestion

	30/09/12	%	30/09/11	%
Chiffre d'affaires hors prestations services	36 190		34 722	
Production stockée	-63		1 151	
Prestations services	2 774		2 381	
Production	38 901	100	38 254	100
Achats de matières premières et marchandises	- 17 102		- 17 505	
Variation de stocks	-277		519	
Autres achats et charges externes	- 8 020		- 8 277	
Valeur ajoutée	13 502	34.71	12 991	33.96
Salaires et traitements	- 6 448		- 6 621	
Charges sociales	- 2 556		- 2 569	
Impôts et taxes	- 1 212		- 1 185	
Subventions d'exploitation	8		3	
Excédent brut d'exploitation	3 294	8.47	2 619	6.85
Reprises d'amortissements provisions et transferts de charges	2 391		2 078	
Autres produits	39		221	
Dotation aux amortissements	- 1 980		- 1 826	
Dotation aux provisions d'exploitation	- 24		- 223	
Autres charges	-29		-5	
Résultat d'exploitation	3 691	9.49	2 864	7.49
Produits financiers	269		354	
Charges financières	- 252		- 251	
Résultat financier	17		103	
Résultat courant	3 708	9.53	2 967	7.76
Résultat exceptionnel	- 271		- 538	
Impôt sur les sociétés	570		1 110	
Participation des salariés	0		0	
Résultat net	4 007	10.30	3 539	9.25

11. - Résultat Financier

	30/09/12	30/09/11
Produits financiers		
Dividendes	0	0
Intérêts des comptes courants et créances (1)	197	270
Reprises sur amortissements et provisions	0	0
Autres	72	84
Total des produits financiers	269	354
Charges financières		
Dotations aux amortissements et provisions		
Intérêts sur emprunts et assimilés	251	236
Perte sur créances rattachées à des participations		
Autres	1	15
Total des charges financières	252	251
Résultat financier	17	103

(1) comprend essentiellement la facturation des intérêts sur créances commerciales à plus de 90 jours pour les entreprises liées et les intérêts du cash pooling.

12. - Résultat Exceptionnel et transferts de charges

Résultat exceptionnel	Produits	Charges	Net
Sur opérations de gestion	2	41	- 39
Sur opérations en capital	327	2 907	- 2 580
Amortissements et provisions	3 535	1 187	2 348
Résultat exceptionnel	3 864	4 135	- 271

Transferts de charges d'exploitation	30/09/12
Entretien et réparation	89
Autres charges externes	103
Indemnités départ retraite	0
Formation	54
Refacturation charges filiales	1 951
Total des transferts de charges d'exploitation	2 197

13. - Capacité d'autofinancement

	2011/2012	2010/2011
Excédent brut d'exploitation	3 294	2 619
Autres produits et transferts de charges	2 235	2 220
Produits financiers	269	354
Produits exceptionnels	2	0
Autres charges	-29	- 5
Charges financières	-252	- 251
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-41	- 6 978
Participation des salariés	0	0
Impôts sur les sociétés	570	1 110
Capacité d'autofinancement	6 048	- 931

14. - Impôts – Accroissements, allègements de la dette future d'impôt et ventilation de l'impôt

Accroissements		
Provisions réglementées : Amortissements dérogatoires	9 967	
Accroissement de la dette future d'impôt		3 322
Allègements		
Provisions non déductibles	0	
- Participation des salariés	48	
- Organic		
Autres		
Total	48	
Allègement de la dette future d'impôt		16
Eléments de taxation éventuelle	0	
Accroissement de la dette future d'impôt		0

Ventilation de l'impôt	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	3 708	-1 251	2 457
Résultat exceptionnel	-271	1 821	1 550
Total	3 437	570	4 007

En l'absence d'intégration fiscale le montant de l'impôt à payer aurait été de 1 174 K€.

15. - Tableau des filiales et participations

	Capital	Autres capitaux propres	% de détention	Valeur brute titres	Valeur nette titres	Prêts avances bruts	Prêts avances nets	Dividende encaissé	Résultat	Chiffre affaires
Détenues à 50 % et plus										
Sas Signaux Girod Filiales France (1) <i>Siret 443 137 955</i>	7 265	-1 929	100.00	7 265	7 265			0	- 2 434	3 837
Sas International Girod (1) <i>Siret 443 137 021</i>	6 200	- 1 015	100.00	6 200	6 200	3 505	3 505	0	- 554	
Sarl SFL (1). <i>Siret 304 635 337</i>	750	- 1 109	99.95	5 070	0				- 7	
SAS Sociétés Spécialisées Girod <i>Siret 481 957 041 (1)</i>	1 800	6 224	100.00	1 800	1 800	6 246	6 246	0	1 276	126
Détenues à moins de 50 %										
Sa Actual (2) <i>Siret 347 636 938</i>	50	NC	49.00	56	0	268	0		NC	NC
Sa Airess (3) <i>Siret 311 700 629</i>		NC	20.00	3 354	0				NC	NC
Sociétés étrangères										
T.V.B. (Allemagne) (4)	270	NC	100.00	232	0	2 120	0		NC	NC

Au 30 septembre 2012 Signaux Girod cautionne des emprunts contractés par ses filiales pour 6 052 K€ (Girod international : 3 669 K€, Signaux Girod Filiales France : 2 383 K€).

Signaux Girod garantit aussi un emprunt de sa sous-filiale tchèque GS PLUS pour 358 K€.

(1) Sièges sociaux : 39400 Bellefontaine

(2) La Sarl Actual, (10 rue de la Haute Moline 10800 Saint Julien Les Villas) a fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire au mois de mai 2004. Les titres Actual ont été provisionnés en totalité, ainsi que les créances antérieures à cette procédure. La société Actual a été mise en liquidation judiciaire en novembre 2006.

(3) La SA Airess a été mise en liquidation judiciaire en janvier 2004. La totalité des titres et des avances ont été provisionnés sur les exercices antérieurs.

(4) La société T.V.B. (Dortmund – Allemagne) a été mise en liquidation en fin d'année 2002. La totalité des titres et des avances ont été provisionnés sur les exercices antérieurs.

16. - Résultats des cinq derniers exercices

	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
Capital social.....	14 807 806	14 807 806	14 807 806	14 807 806	14 807 806
Nombre d'actions.....	1 139 062	1 139 062	1 139 062	1 139 062	1 139 062
Opérations et résultat de l'exercice.....					
Chiffre d'affaires hors taxes (K€).....	42 979	33 938	33 281	37 103	38 964
Résultat avant impôts, Participation, Amortissements et provisions (K€).....	10 136	10 719	10 101	- 2 077	2 898
Impôt sur les bénéfices (K€).....	1 584	841	- 522	- 1 110	- 570
Participation des salariés (K€).....	268	44	72	0	0
Résultat net (K€).....	7 528	7 466	3 614	3 539	4 007
Résultat distribué au cours de l'exercice, hors avoir fiscal (K€).....	5 695	5 695	5 695	0	1 139
Résultat distribué au titre de l'exercice, hors avoir fiscal (K€).....	5 695	5 695	0	1 139	2 847
Résultat par action.....					
Bénéfice net par action.....	6.61	6.55	3.17	3.11	3.52
Bénéfice après impôt, participation, avant dot. Amortissements et provisions	7.27	8.63	9.26	- 0.85	3.04
Dividende attribué à chaque action.....	5.00	5.00	0	1.00	2.5
Personnel.....					
Effectif moyen employé.....	241	240	231	227	221
Montant de la masse salariale, charges incluses (K€).....	9 393	9 207	9 069	9 190	9 004

17. - Rémunérations et effectifs

Effectif moyen	Cadres	Maîtrise	Employés	Ouvriers	Total
2010/2011	18	57	36	116	227
2011/2012	18	72	34	97	221

Le montant global des rémunérations versées aux dix personnes les mieux rémunérées de la société s'élève à 792 K€.

Rémunération des dirigeants :

	2011/2012	2010/2011
<i>Rémunérations brutes totales versées aux membres du directoire jusqu'au 31 mars 2012 puis aux membres du conseil d'administration</i>		
Par la SA Signaux Girod	245	392
Par les sociétés liées	113	123
<i>Rémunérations brutes versées aux membres du conseil de surveillance</i>	13	41

Le détail de ces rémunérations figure dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

18. - Engagements hors bilan et passifs éventuels

a) Engagements hors bilan :

Aval et cautions (1)	7 847 K€
Indemnités de fin de carrière (2)	533 K€
Engagements d'investissements	36 K€
Droit Individuel à la Formation D.I.F (volume d'heures acquises)	21 454 heures
Droit Individuel à la Formation D.I.F (volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande)	21 440 heures

(1) dont : - entreprises liées et filiales : 2 023 K€

- cautions bancaires sur marchés : 185 K€

- dettes garanties par des suretés réelles : emprunt bancaire, hypothèque immobilière : 5 639 K€.

(2) Elles ont fait l'objet d'un versement partiel à un organisme extérieur à l'entreprise. Le montant a été déterminé individu par individu en fonction des droits acquis à la clôture de l'exercice sur des bases actuarielles. Les hypothèses retenues sont les suivantes : Taux d'actualisation de 2.91%, taux de progression des salaires de 2.0 %, taux de turnover de 7.3 %. Au 30 septembre 2012, ces indemnités représentent un montant de 944 K€ sur lesquels 411 K€ ont déjà été versés.

b) Passifs éventuels

La société Signaux Girod et les 7 autres sociétés concernées par le jugement rendu par l'Autorité de la concurrence en décembre 2010, ont fait l'objet de la part d'une entreprise concurrente d'une plainte visant à obtenir une indemnisation du préjudice qu'elle prétend avoir subi en conséquence des pratiques anticoncurrentielles sanctionnées par l'Autorité de la concurrence. Notre connaissance actuelle de la procédure ne nous permet pas d'évaluer avec une fiabilité suffisante le risque lié à cette plainte. Une audience est prévue devant le tribunal de commerce en février 2013.

19. - Crédit Bail

	Terrains	Constructions	Matériels outillages	Autres immobilisations	Total
Valeur d'origine	78	347	324	338	1 087
Amortissements		21	40	43	104
Exercices antérieurs		18	33	33	84
Exercice en cours					
Valeur nette	78	308	251	262	899
Redevances payées					
Exercices antérieurs	9	36	102	107	254
Exercice en cours	7	29	68	71	175
Total	16	65	170	178	429
Redevances à payer					
A un an au plus	7	29	68	71	175
A plus d'un an et moins de 5	26	118	106	110	360
A plus de 5 ans	51	228	0	0	279
Total	84	375	174	181	814
Valeur résiduelle			3	4	7

20. - Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination : SAS L'ACTION GIROD

Siège social : 39400 Bellefontaine

21. – Capital social

	30/09/11	Variation des actions à droit de vote double (1)	Actions créées ou remboursées	30/09/12
Nombre d'actions à droit de vote double	755 909	20		755 929
Nombre d'actions sans droit de vote double	383 153	-20		383 133
Total	1 139 062	0	0	1 139 062

(1) L'article 31, alinéa 3, des statuts de la SA Signaux Girod précise : « Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire ».

La valeur nominale de l'action Signaux Girod est de 13 €.

Au cours de l'exercice, la société n'a mis en place aucun programme de rachat d'actions propres.

A la clôture de l'exercice, la société ne possédait aucune action propre.

22. – Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles en matière :

- de dettes à long terme sont recensées dans la note 6 Dettes financières ;
- de lettres de crédit, garanties, sont recensées dans la note 18 Engagements hors bilan.

Les obligations contractuelles relatives aux contrats de locations simples portent sur les contrats de location de véhicules et se répartissent de la façon suivante :

Locations simples	Au 30/09/12	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Montant des échéances restant dues	95	65	30	0

23. - Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun événement majeur postérieur à la clôture de l'exercice n'est à signaler.

C. – Rapport de gestion

I.- Données relatives aux comptes consolidés

1.- Evolution du chiffre d'affaires consolidé

	30/09/2012	30/09/2011	Variation %
Signalisation France	89 677	87 711	+ 2.24 %
Activités spécialisées	22 969	22 674	+ 1.30 %
Activités internationales	19 646	22 478	- 12.60 %
Total	132 292	132 863	- 0.43 %

2. - Contribution au résultat net consolidé

Nota: Les chiffres sont présentés conformément aux règles édictées par les normes IFRS.

30/09/2012	Signalisation France	Sociétés spécialisées	Activités internationales		Ajustements et éliminations	Total
			hors Canada	Canada		
Chiffre d'affaires externe	89 677	22 969	17 918	1 728		132 292
Inter secteurs	944	2 244	35		- 3 223	0
Chiffre d'affaires total	90 621	25 213	17 953	1 728	- 3 223	132 292
Résultat opérationnel courant	3 253	2 792	1 492	- 115		7 422
Autres produits et charges opérationnels						- 1 481
Charges financières nettes						- 207
Charge d'impôt sur le résultat						- 1 638
Quote-part dans le résultat des entreprises associées						- 34
Résultat net de l'exercice						4 062

30/09/2011	Signalisation France	Sociétés spécialisées	Activités internationales		Ajustements et éliminations	Total
			hors Canada	Canada		
Chiffre d'affaires externe	87 711	22 674	17 508	4 970		132 863
Inter secteurs	1 202	2 343	22	4	- 3 571	0
Chiffre d'affaires total	88 913	25 017	17 530	4 974	- 3 571	132 863
Résultat opérationnel courant	523	2 105	1 870	- 1 245		3 253
Autres produits et charges opérationnels						508
Charges financières nettes						-674
Charge d'impôt sur le résultat						- 272
Quote-part dans le résultat des entreprises associées						- 113
Résultat net de l'exercice						2 702

3. - Données relatives aux filiales détenues directement

	R.C.S.	Chiffres d'affaires	Résultats nets
S.F.L	304635337	0	- 7
Signaux Girod Filiales France	443137955	3 837	- 2 434
International Girod	443137021	0	- 554
Sociétés Spécialisées Girod	481957041	126	1 276
T.V.B (2)	Allemagne	NC	NC
Groupe AIRESS (2)	311700629	NC	NC

(1) Sociétés en liquidation judiciaire.

II. - Données relatives à la société mère

1. - Evolution du chiffre d'affaires

L'évolution du chiffre d'affaires de Signaux Girod et sa répartition s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	30/09/12	30/09/11	Variation
Chiffre d'affaires hors groupe	8 437	11 980	- 29.57 %
Chiffre d'affaires groupe	27 753	22 742	+ 22.03 %
Prestations services	2 774	2 381	+ 16.51 %
Total	38 964	37 103	+ 5.02 %

2. - Contribution au résultat

La contribution s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	30/09/12	30/09/11	Variation
Chiffre d'affaires	38 964	37 103	+ 5.02 %
Production de l'exercice	38 901	38 254	
Production de l'exercice hors prestations	36 127	35 873	
Marge brute hors prestations	18 748	18 887	- 0.74 %
Taux de marge brute hors prestations	51.89 %	52.65 %	
Valeur ajoutée	13 502	12 991	+ 3.93 %
Excédent brut d'exploitation	3 294	2 619	+ 25.77 %
Résultat d'exploitation	3 691	2 864	+ 28.88 %
Résultat financier	17	103	
Résultat exceptionnel	- 271	- 538	
Impôt sur les bénéfices	570	1 110	
Participation	0	0	
Résultat net	4 007	3 539	+ 13.22 %

3. – Méthodes comptables

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable au cours de cet exercice par rapport à l'exercice précédent.

4. - Résultat financier

Eu égard à la situation nette de certaines sociétés, la direction du groupe a décidé de constituer ou/et de reprendre des provisions sur les postes concernés. Ces provisions ou/et reprises couvrent les dépréciations de certains titres de participation et des créances sur certaines filiales.

Les filiales n'ont pas remonté de dividendes au cours de cet exercice et de l'exercice précédent.

5. – Information sur les délais de paiement

Exercice 2011/2012	Total	< 0 JOUR	0 à 30	30 à 60	60 à 90	> à 90
Dettes fournisseurs	4 170	637	1 733	1 787	13	0
Factures à recevoir	115					
Total	4 285					

Exercice 2010/2011	Total	< 0 JOUR	0 à 30	30 à 60	60 à 90	> à 90
Dettes fournisseurs	4 559	535	1 817	2 163	44	0
Factures à recevoir	342					
Total	4 901					

Les dettes dont l'échéance est dépassée au 30 septembre 2012 correspondent à des litiges (637 K€). A la date d'établissement des états financiers, ces litiges ont été réglés, sauf une somme de 340 K€ correspondant à une facture de sous-traitance établie par une filiale du groupe, pour laquelle la société Signaux Girod n'a pas été payée par son client suite à retard administratif.

6. - Dividende

Le résultat net social par action ressort cette année à 3.52 € contre 3.11 € en 2010/2011. Au niveau consolidé, en normes IFRS, il ressort à + 3.50 € contre + 2.31 € en 2010/2011
Il est proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire de distribuer un dividende de 2.5 € net par action.

Le dividende net distribué au titre des trois derniers exercices s'élevait à :

Exercice	Dividende par action	Nombre d'actions	Revenu global	Revenus distribués	
				Eligible à abatement 50 %	Eligible à abatement 40 %
2008/2009	5.00 €	1 139 062	5 695 310.00		5 695 310.00
2009/2010	0.00 €	1 139 062	0.00		0.00
2010/2011	1.00 €	1 139 062	1 139 062.00		1 139 062.00

7. – Dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts

Les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit Code s'élèvent à un montant global de 15 085 € qui ont donné lieu à une imposition au taux de droit commun de 5 028 €.

8. - Actionnariat

Principal actionnaire nominatif connu au 31/12/2012 :

SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod 63 %

Le personnel salarié de la société (et des sociétés du groupe) ne détient aucune participation au capital de la société dans le cadre des dispositifs d'épargne visés à l'article 225-102 du code de commerce.

Aucun plan de souscription ou d'achat d'actions n'a été mis en place au bénéfice des membres du personnel de la société.

9. - Mouvements sur actions propres

Au cours de l'exercice, la société n'a mis en place aucun programme de rachat d'actions propres.

A la clôture de l'exercice, la société ne possédait aucune action propre.

10. – Perspectives

Le chiffre d'affaires consolidé devrait régresser légèrement.

Le résultat opérationnel courant quant à lui devrait légèrement augmenter.

Signalisation France :

Nous prévoyons une baisse du chiffre d'affaires en anticipant des réductions de budgets de nos clients collectivités locales.

La poursuite des efforts de rationalisation engagés permettent d'envisager une amélioration du résultat opérationnel courant.

Sociétés spécialisées :

Nous prévoyons une légère progression du chiffre d'affaires grâce à l'activité électronique.

Le résultat opérationnel courant devrait quant à lui baisser en raison du non renouvellement des opérations exceptionnelles réalisées par la société SIP au cours de l'exercice précédent.

Activités étrangères :

Hors effet de la sortie du Canada, le chiffre d'affaires devrait augmenter.

Le résultat opérationnel courant devrait s'améliorer sur l'exercice.

11. - Evolution des participations

En France :

En octobre 2011, création de la société Signal 39 dans laquelle le groupe détient 20% du capital. Cette société est spécialisée dans la pose de signalisation routière verticale, horizontale et provisoire de chantier.

A l'étranger :

Suite à la nomination d'un administrateur judiciaire pour la société canadienne SSS, la société a été déconsolidée en janvier 2012.

En avril 2012, le groupe a racheté 32.32 % des actions de sa filiale hongroise ALFA GIROD. La part du groupe dans cette filiale passe ainsi à 100 % du capital.

12. - Evènements survenus depuis la clôture de l'exercice

Aucun évènement majeur postérieur à la clôture de l'exercice n'est à signaler.

13. - Recherche et développement

Notre groupe concentre ses efforts sur des bureaux d'études internes qui travaillent sur des créations de nouveaux produits et sur des améliorations de l'existant.

Les frais de recherche et développement sont inscrits directement en compte de charges opérationnelles, en fonction de leur nature.

Pour la SA Signaux Girod, sur laquelle se concentre l'essentiel des efforts de recherche et développement du groupe, ces frais s'élèvent à 549 K€ pour l'exercice 2011/2012 contre 593 K€ pour l'exercice 2010/2011.

Les dépenses réalisées à ce titre au cours de cet exercice se sont élevées à 247 K€ pour la société TTS, et 102 K€ pour la société TTS Parking.

III. - Relations humaines :

1. - Ventilation des effectifs

A la date du 30 septembre 2012, les effectifs du Groupe étaient de 1 028 personnes dont 167 à l'étranger. La répartition de ces effectifs est la suivante :

		Hommes	Femmes
France	SA Signaux Girod	157	66
	Filiales	451	187
Reste du monde		134	33
Total		742	286

L'âge moyen au niveau du Groupe est de 41.7 ans.

Embauches	France	Reste du monde	Total
CDI	41	17	58
CDD	61	2	63
Total	102	19	121

Licenciements	France	Reste du monde	Total
Economiques	4	1	5
Autres	12	13	25
Total	16	14	30

2. - Organisation du temps de travail

Toutes les sociétés françaises du Groupe continuent de bénéficier d'accords de réduction du temps de travail. Les sociétés ont recours à l'utilisation de la modulation horaire permettant ainsi de limiter le recours aux heures supplémentaires, tout en garantissant une bonne qualité de services à leurs clients.

3. - Sous-traitance – Main d'œuvre extérieure

Le Groupe a recours, de manière marginale, à la sous-traitance et à la main d'œuvre extérieure dans son activité de production. En revanche, dans son activité de pose et montage des produits sur le terrain, il fait appel à des sous-traitants à certains moments de l'année pour faire face à des surplus d'activités. Ces travaux de prestations s'effectuent dans un cadre juridique réglementé et selon les normes en vigueur.

4. - Absentéisme et motifs

Au niveau mondial, les jours d'absentéisme et leurs motifs sont comme suit pour l'exercice 2011/2012 :

	Nombre de jours d'absence par motif					
	France		Reste du monde		Total	
	Nombre	Taux (1)	Nombre	Taux (1)	Nombre	Taux (1)
Maladie	10 979	4.86 %	375	0.66 %	11 354	4.02 %
Maternité	1 041	0.46 %	547	0.97 %	1 588	0.56 %
Accidents du travail	1 616	0.72 %	0	0.00 %	1 616	0.57 %
Accidents de trajet	43	0.02 %	0	0.00 %	43	0.02 %
Autres	1 480	0.66 %	2.5	0.01 %	1 482	0.53 %
Total jours d'absence	15 159	6.72 %	938	1.64%	16 083	5.70%

(1) Taux d'absentéisme = nombre de jours ouvrés d'absence / nombre de jours ouvrés x effectif annuel moyen x 100)

5. - Rémunérations et leur évolution

Le groupe s'est toujours efforcé de pratiquer une politique de rémunération globale, compétitive sur le marché et stimulante pour ses collaborateurs. Signaux Girod met l'accent sur une rémunération variable en fonction de la performance personnelle et/ou de l'entreprise, et permet à ses collaborateurs de partager les fruits de sa croissance à travers des systèmes d'intéressement, de participation et de primes. Cette politique de rémunération vise à la fois à attirer compétences, talents et à être en ligne avec les objectifs du Groupe.

6. - Hygiène et sécurité

La sécurité au travail et la prévention en matière de maladies professionnelles sont des priorités pour le groupe Signaux Girod.

Une politique Qualité Sécurité et Environnement a donc été définie sur l'ensemble du groupe.

Toutes les sociétés du groupe forment et sensibilisent leurs collaborateurs à la sécurité au travail, au respect des obligations légales et réglementaires et aux conditions d'utilisation des équipements mis à leur disposition. Des actions sont menées dans le cadre du plan de formation, afin de maintenir ou de renforcer les connaissances de nos salariés exposés aux problèmes de sécurité.

Le site de production de Bellefontaine, le site le plus important du groupe, a obtenu, le 20 février 2012, la certification OHSAS 18001 (système de management de la santé et de la sécurité au travail). En outre, l'ensemble de son encadrement a bénéficié d'une formation de management comportemental à la sécurité. Véritable électrochoc, cette formation a été immédiatement suivie d'effets. Le taux d'accident du travail a chuté d'une manière exceptionnelle pour atteindre 0.16 % sur cet exercice. Notre objectif est d'atteindre zéro accident ; l'ensemble du personnel de l'unité de production bénéficiera de la même formation.

Les filiales françaises sont accompagnées par trois animateurs QSE dans toutes leurs actions et démarches liées à l'hygiène, à la sécurité et l'environnement. Dans ces filiales, des audits de sécurité des chantiers ont été réalisés, des réunions ponctuelles d'échanges sécurité ont été planifiées, et les Documents Uniques de Sécurité (DUS) sont mis à jour régulièrement. Le paquetage vêtements (vêtements de travail et chaussures de sécurité) de l'ensemble du personnel a été renouvelé.

De plus, il a été fait appel en externe à un conseiller à la sécurité pour la réalisation d'un rapport interne sur le transport de marchandises dangereuses (basé sur un échantillonnage de filiales pour la réalisation d'un audit et la formation du personnel).

Enfin, nous avons mis en place le Rapport d'Activité Mensuel, outil de reporting établi par les sociétés, qui permet notamment un meilleur suivi des accidents du travail. Ce travail est complété par une analyse locale de chaque accident et la mise en place d'actions correctives.

Au sein du Groupe, la société Eurosigns est également certifiée OHSAS 18001.

Nombre d'accidents du travail (avec arrêt)			
Années	France	Reste du monde	Total
2009/2010	80	19	99
2010/2011	82	19	101
2011/2012	64	0	64

7. - Formation

Signaux Girod a placé la formation et le développement des compétences de ses collaborateurs au centre de ses préoccupations et par conséquent a mis en place une politique RH groupe.

Sur le périmètre Signalisation France, nous avons d'une part, choisi de centraliser la formation et d'autre part, nous avons entrepris une démarche visant à déterminer, tracer puis gérer les compétences. Cette dernière a été précédée par la cartographie des métiers et fonctions donnant lieu à la rédaction du contenu de ces outils avec la collaboration de l'ensemble des salariés des entreprises du Groupe. Au terme de cette démarche, prévu fin 2013, les entreprises pourront s'appuyer en continu sur des ressources formées et compétentes pour assurer tout ou partie d'autres fonctions dont l'environnement est similaire.

L'objectif est multiple puisqu'il permet, d'une part, aux entreprises de pérenniser leur existence et, d'autre part, à l'ensemble de leurs collaborateurs d'enrichir leurs compétences donc de sécuriser leur parcours dans l'entreprise.

Les formations dispensées pour l'ensemble des sociétés du Groupe sont :

	France	Reste du monde	Total
Dépenses de formation (en milliers d'euros)	202	13	215
Nombre de bénéficiaires	306	54	360
Dépenses par bénéficiaire (en euros)	662	239	598
Pourcentage de la masse salariale (salaires bruts)	0.83%	1.67%	0.86%

IV. - Analyse des risques

1. - Risques de marché

1.1 Risque de change :

La quasi totalité du chiffre d'affaires social est réalisé en euro, ce qui induit une absence de risque de change. Une part du chiffre d'affaires consolidé est réalisée par nos filiales étrangères en devises. La parité de ces devises a peu évolué au cours de l'exercice.

1.2 Risque de taux :

Les emprunts à long et moyen terme auprès des établissements de crédit, de la SA Signaux Girod, représentent 10 014 K€ au 30/09/12, et sont répartis de la façon suivante :

	Total	Echéance à moins d'un an	Echéance de un à cinq ans	Echéance à plus de cinq ans
Taux fixe	1 437	157	673	607
Taux variable	5 672	671	3 438	1 563
Taux variables avec garantie de taux	2 905	576	1 967	362
Total des emprunts	10 014	1 404	6 078	2 532

Au cours de l'exercice, la charge d'intérêt s'est élevée à 157 K€.

2. - Risque industriel et lié à l'environnement

2.1 Environnement

Les données présentées ci-dessous concernent le site de Bellefontaine (principal site industriel français) pour la partie déchets et effluents. Pour la partie consommation, les données concernent le site de Bellefontaine et les filiales françaises du groupe (hors filiales en intégration proportionnelle).

Consommation, déchets et effluents

Consommation	Site de Bellefontaine	Filiales françaises
Eau de ville	2 070 m ³	6 304 m ³
Eau de source	4 927 m ³	
Electricité	2 905 674 KWH	1 686 521 KWH
Gaz naturel pour combustion	5 056 488 KWH	1 712 892 KWH
Fuel domestique pour combustion		70 087 KWH

Déchets et effluents	
Eaux usées traitées par notre station d'épuration	3 217 m ³
Déchets organiques traités en externe (D.I.S. : déchets industriels spéciaux)	74.97 tonnes

Signaux Girod est certifiée ISO 14001, version 2004, depuis le 13 octobre 2006. Notre certification a été renouvelée le 31 mai 2012.

Cet engagement pour la protection de l'environnement nous encourage à rechercher constamment des axes d'amélioration afin de diminuer notre impact lié aux activités de notre entreprise. Nos actions environnementales vont donc au-delà du simple respect de la réglementation.

Nous avons sensibilisé l'ensemble du personnel y compris le personnel intérimaire aux impacts environnementaux liés à nos activités et nous l'avons formé aux comportements à adopter pour éviter toute pollution. Des indicateurs de suivi, complétés ou non d'objectifs, permettent d'évaluer les actions mises en place. Le personnel itinérant est sensibilisé à l'écoconduite afin de réduire la consommation moyenne des véhicules mis à disposition.

Sur l'ensemble du périmètre Signalisation France, dans le cadre du renforcement de notre lutte contre la pollution du sol et de l'eau, de nouvelles rétentions ont été acquises dès lors que le besoin était constaté et des exercices ont été réalisés à fréquences déterminées. Pour la gestion des déchets, un contrat groupe a été signé (tri, collecte et suivi) nécessitant localement une revalorisation des coûts et une harmonisation du type de stockage.

Sur notre site de production, un Comité de pilotage veille à l'amélioration continue par le suivi des indicateurs qualité et la mise en place d'actions d'amélioration. Pour ce qui concerne les rejets aqueux, une station d'épuration traite l'ensemble de nos effluents. Des analyses à fréquence variables permettent de s'assurer de son bon fonctionnement et de la qualité des eaux rejetées, sous contrôle de la DREAL et de l'Agence de l'eau. Les rejets dans l'air sont également analysés par des organismes indépendants afin de connaître les concentrations en polluants et de mettre en place, le cas échéant, des actions préventives ou correctives. Des contrôles annuels sont effectués à la sortie de nos cheminées et sur différents postes de travail. D'autre part, avant le lancement de la fabrication de nos nouvelles gammes de produits, nous travaillons sur l'optimisation de la matière et la réduction des coûts énergétiques.

Les investissements liés à la protection de l'environnement et à la sécurité réalisés par la société sur les exercices antérieurs et le dernier exercice s'élèvent à 850 K€.

Les sociétés Concept Urbain, Eurosigns et Girod Semnalizare Rutiera partagent également cette démarche environnementale et sont certifiées ISO 14001.

2.2 Mesures prises pour assurer la conformité de l'activité

Sur l'ensemble des sociétés françaises, un planning de suivi de maintenance, préventive et curative, a été mis en place. Les contrôles et les vérifications périodiques réglementaires des sociétés sont assurés par des organismes agréés. Cela concerne, les appareils de levage et la manutention des machines, les installations électriques, les équipements sous pression et les mesures d'ambiance dans les locaux. D'autres entreprises, avec lesquelles ont été signés des contrats de maintenance, interviennent pour le contrôle et l'entretien des portes automatiques, des ascenseurs, des cuves, bassins et réservoirs, des disconnecteurs, du groupe froids, des chaudières, des engins de manutention et levage, des extincteurs, des sprinklers et RIA (robinets d'incendie armés), des commandes de désenfumage, des blocs d'éclairage et de secours, des matériels spécifiques.

Après chaque visite, un rapport est établi par l'organisme ou la société qui effectue le contrôle. Toutes les actions correctives sont traitées, en interne ou en externe, dans les délais préconisés.

2.3 Assurance et couverture de risque

La politique du groupe est de souscrire auprès d'assureurs notoirement solvables des polices d'assurances couvrant les risques identifiés pour des montants adaptés aux risques encourus.

- Responsabilité civile d'exploitation pour les dommages corporels, matériels et immatériels, à concurrence de 10 M€, dont :

- 5 M€ pour les dommages matériels et immatériels;
- 0.5 M€ pour les dommages matériels et immatériels résultant de dommages non garantis;
- 1 M€ pour les accidents du travail et maladies professionnelles;

- Responsabilité civile après livraison à concurrence de 5 M€ pour les dommages corporels, matériels et immatériels.

- Responsabilité civile des dirigeants : couverture à concurrence de 3 M€.

- Multirisque industriel qui couvre les bâtiments, le matériel et les marchandises du groupe Girod ainsi que la perte d'exploitation :

- Bâtiments à concurrence de la valeur de reconstruction à neuf ;
- Matériel à concurrence de la valeur de remplacement à neuf ;
- Marchandises à concurrence de la valeur de remplacement.

Ces trois postes sont garantis à hauteur de 120.1 M€.

- Perte d'exploitation à concurrence de la marge brute consolidée du groupe.

Les capitaux assurés évoluent régulièrement en fonction des investissements du groupe et de l'indice du coût de la construction.

V. - Délégations en cours de validité octroyées au conseil d'administration par l'assemblée générale :

Assemblée générale ordinaire :

- Date de l'assemblée générale ordinaire ayant octroyé l'autorisation : 30 mars 2012
- Contenu de l'autorisation : Autorisation à donner au conseil d'administration de faire racheter par la Société ses propres actions conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce.
- Date limite de validité : Jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire annuelle.
- Utilisation effective : Néant

Assemblée générale extraordinaire :

- Date de l'assemblée générale extraordinaire ayant octroyé l'autorisation : 30 mars 2012
- Contenu de l'autorisation : Délégation donnée au conseil d'administration en vue d'annuler les actions rachetées par la Société dans le cadre du dispositif de l'article L. 225-209 du Code de Commerce.
- Date limite de validité : Jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire annuelle.
- Utilisation effective : Néant

VI. - Analyse objective et exhaustive sur l'évolution des affaires et des résultats :

Le résultat net part du groupe progresse de 52 % par rapport à l'exercice précédent.

En millions d'Euros	2011/2012	2010/2011	Variations
Chiffre d'affaires	132.3	132.9	- 0.4 %
Résultat opérationnel courant	7.4	3.3	+ 128 %
Résultat opérationnel	5.9	3.8	+ 58 %
Résultat net part du groupe	3.9	2.6	+ 52 %

Le résultat opérationnel courant progresse de 128 %, passant de 3.3 M€ à 7.4 M€ grâce aux différentes mesures prises sur l'ensemble des 3 pôles d'activité.

Le résultat opérationnel quant à lui progresse de 58 %. Il prend en charge la fin du désengagement du groupe au Canada (dépréciation d'actifs de 0.6 M€), ainsi qu'une dépréciation de 1 M€ de l'ensemble immobilier de notre filiale espagnole.

Signalisation France : (CA : 89.7 M€ - ROC : 3.2 M€)

Le chiffre d'affaires consolidé progresse de 1.9 M€ (+2.2%) dans un contexte toujours très concurrentiel. Les efforts de rationalisation permettent d'améliorer le ROC de 2.7 M€, le faisant passer de 0.5 M€ à 3.2 M€.

Sociétés spécialisées : (CA 23.0 M€ - ROC : 2.8 M€)

Le chiffre d'affaires progresse légèrement de 0.3 M€ (+1%).

Le ROC de 2.7 M€ confirme la bonne performance de ce pôle.

Activités internationales : (CA : 19.6 M€ - ROC : 1.4 M€)

Suite au désengagement du Canada, le chiffre d'affaires régresse de 2.8 M€. Le ROC augmente de 0.7 M€ et atteint 1.4 M€.

Le ratio d'endettement net par rapport aux fonds propres passe de 33.5 % à 23.6 %.

VII. Gouvernement d'entreprise

1.- Organes d'administration, de direction et de contrôle

Avant l'assemblée générale extraordinaire du 30 mars 2012 qui modifie le mode d'administration et de direction de la société

DIRECTOIRE

Président

Claude GIROD, nommé à effet au 31/03/2011 en remplacement de M. Philippe GIROD, démissionnaire à cette date. M. Claude GIROD est nommé pour la durée de ses fonctions de membre du directoire, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

Directeurs généraux

Jacqueline GIROD, nommée à effet au 31/03/2011 en remplacement de M. Claude GIROD.

Mme Jacqueline GIROD est nommée pour la durée de ses fonctions de membre du directoire, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

Membre du directoire

Véronique GIROD, Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

Valérie CONCLOIS, Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Président

Pierre GIROD, Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

Vice Président

Michel GIROD, Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

Membres

Frédérique GENCY, nommée à titre provisoire par le conseil de surveillance du 24 juillet 2008. Nomination ratifiée par l'assemblée générale ordinaire du 27 février 2009. Madame Frédérique GENCY a exercé son mandat jusqu'à l'issue de l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

Fonctionnement du Directoire

Le directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Il est convoqué par tous moyens par le président ou par deux de ses membres au moins.

Pour la validité des délibérations, la présence de la moitié au moins des membres est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des membres composant le directoire. En cas de partage, la voix du président du directoire n'est pas prépondérante.

Après l'assemblée générale extraordinaire du 30 mars 2012 qui modifie le mode d'administration et de direction de la société

CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'assemblée générale extraordinaire du 30 mars 2012 a nommé, à compter de cette date, en qualité de membre du conseil d'administration, pour une durée de six années, qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2018 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2017 :

Monsieur Claude GIROD

Madame Jacqueline GIROD

Madame Valérie CONCLOIS

Madame Frédérique GENCY

Monsieur Jacques MORLOT

En date du 30 mars 2012, le Conseil d'administration a nommé :

- **Monsieur Claude GIROD** en qualité de Président Directeur Général ;
- **Madame Jacqueline GIROD** en qualité de Directrice Générale Déléguée.

Fonctionnement du Conseil d'administration :

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige sur convocation de son président. Toutefois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du Conseil d'administration, peuvent, en indiquant précisément l'ordre du jour de la réunion, convoquer le Conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

La réunion a lieu au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

La convocation qui mentionne l'ordre du jour, doit intervenir au moins 5 jours ouvrables à l'avance par lettre, télécopie ou courriel avec accusé de réception. La convocation peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents (ou réputés tels en cas de recours à des moyens de télécommunication).

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents (ou réputés tels en cas de recours à des moyens de télécommunication).

La voix du Président est prépondérante.

RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

Commissaires aux comptes titulaires

PLURIS AUDIT SARL
7, rue des Perrières, 39000 Lons Le Saunier

ERNST & YOUNG et AUTRES SAS
Tour Oxygène
10/12 Bd Marius Vivier Merle
69393 LYON cedex 03

Commissaires aux comptes suppléants

M. Guy MENOILLARD
7, rue des Perrières, 39000 Lons Le Saunier

AUDITEX SAS
11, allée de L'Arche
92037 PARIS La Défense Cedex

2.- Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires HT versés au cours de l'exercice (en K€)

	ERNST & YOUNG				PLURIS AUDIT			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	30/09/12	30/09/11	30/09/12	30/09/11	30/09/12	30/09/11	30/09/12	30/09/11
Audit								
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	90.1	113.0	88.2	90.4	28.6	30.0	22.4	35.5
Filiales intégrées globalement	12.1	12.1	11.8	9.6	66.8	54.4	52.4	64.5
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	102.2	125.1	100.0	100.0	95.4	84.4	74.8	100.0
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social					32.1		25.2	
Autres								
Sous-total					32.1		25.2	
Total	102.2	125.1	100.0	100.0	127.5	84.4	100.0	100.0

3.- Renseignements concernant le capital social

Evolution du capital social

	30/09/10	30/09/11	30/09/12
Capital social	14 807 806	14 807 806	14 807 806
Nombre d'actions	1 139 062	1 139 062	1 139 062

Répartition du capital au 30 septembre 2012

	Actions		Droits de vote	
	nombre	%	nombre	%
Société Familiale de Gestion Girod	717 213	62.96	1 434 426	75.70
Famille Girod nominatifs	38 275	3.36	76 550	4.04
Autres nominatifs	1 098	0.05	1 539	0.08
Flottant	382 476	33.63	382 476	20.18
Total	1 139 062	100.00	1 894 971	100.00

Actionnaires ayant fait une déclaration de franchissement de seuil :

- Monsieur Emmanuel Perrin :

En août 2009, déclaration de franchissement à la hausse du seuil de 5 % du capital et détention de 70 419 actions représentant autant de droits de vote, soit 6.18 % du capital et 3.7 % des droits de vote.

- Société Bestinver Gestion SGIIC SA (calle Juan de Mena, 8 – 28014, Madrid, Espagne) :

En septembre 2011, déclaration de franchissement en baisse du seuil de 5 % des droits de vote et détention de 94 495 actions représentant 8.30 % du capital et 4.99 % des droits de vote.

Droit de vote double

L'article 31, alinéa 3, des statuts de la SA Signaux Girod précise :

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire.

Ce droit est également conféré dès leur émission :

- en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit ;
- en cas de fusion, aux actions nominatives attribuées à un actionnaire de la société absorbée en échange d'actions de cette société pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Droit de vote aux assemblées

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées extraordinaires ou spéciales (art. 31 al. 3 des statuts).

Cours de l'action

	Cours moyens en €	Nombre moyen de transactions par séance
Janvier 2012	24.70	175.93
Février 2012	25.01	1 364.32
Mars 2012	24.56	342.14
Avril 2012	23.67	205.67
Mai 2012	23.06	110.00
Juin 2012	20.76	108.63
Juillet 2012	20.81	133.25
Août 2012	20.86	199.47
Septembre 2012	22.08	172.67
Octobre 2012	21.51	152.06
Novembre 2012	19.95	193.20
Décembre 2012	21.66	299.53
Moyenne	22.39	288.07

4.- Liste des mandats

Par décision de l'assemblée générale du 30 mars 2012, la société a adopté la forme de société à Conseil d'Administration.

Directoire et Conseil de Surveillance (1^{er} octobre 2011 / 30 mars 2012)

Membres du Directoire (1^{er} octobre 2011 / 30 mars 2012)

Monsieur Claude GIROD

Président du directoire

Sociétés Françaises du groupe :

Président & associé	SAS L'Action Girod
Président du Directoire	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
Représentant SA Signaux Girod, personne morale Présidente	SAS Signaux Girod Filiales France
	SAS Sociétés Spécialisées Girod
	SAS International Girod
Gérant	SARL Signaux Girod Ouest
Gérant	SARL Signaux Girod Centre Loire
Gérant	SARL Signaux Girod Val de Saône
Gérant	SARL Signaux Girod Auvergne
Gérant	SARL Signaux Girod La Catalane
Gérant	SARL Signaux Girod Lorraine
Gérant	SARL Signaux Girod Est
Gérant	SARL Signaux Girod Bourgogne
Gérant	SARL Signaux Girod Alpes
Gérant	SARL Signaux Girod Nord-Ouest
Gérant	SARL Signaux Girod Alsace
Gérant	SARL Signaux Girod Languedoc
Gérant	SARL Signaux Girod Chelle
Gérant	SARL Signaux Girod Grand Sud
Gérant	SARL Signaux Girod Tarn
Président	SAS Signaux Girod Nord de France
Président	SAS Signaux Girod Ile de France
Président	SAS Signaux Girod Rhône Alpes
Représentant SAS Signaux Girod Filiales France, personne morale associée Présidente	SAS Signaux Girod Services Routiers
	SAS Signaux Girod Méditerranée
	SAS Signaux Girod La Réunion
Représentant SAS Signaux Girod Filiales France, personne morale associée & Président	SAS Girod Ennis Manufacturing
Gérant	SARL L'Appentière Fleurie
Président	SAS Avance Technologique Choletaise – ATECH
Président	SAS Concept Urbain
Président	SAS SIP
Représentant SAS Girod Sociétés Spécialisées, personne morale associée	SARL AMOS
Représentant SA Signaux Girod, personne morale membre du CS	SA AIRESS (Jura Lunettes) (Société en liquidation judiciaire)
Administrateur & actionnaire	SA Trafic Technologie Système
Gérant & associé	SARL Signalisation Flasherie Location
Gérant & associé	SCI du Lacgir

Sociétés internationales du groupe :

Administrateur	ACE Mobilier Urbain SA (Belgique)
Représentant permanent Girod International, personne morale administrateur	Senalès Girod S.L. (Espagne)
Représentant permanent Girod International, personne morale administrateur & président	Summum Signalisation Inc. (Canada)

Représentant permanent Girod International, personne morale associée
I.R.S. (Grande Bretagne)

Président du conseil d'administration

Gérant	SIA « M-2 »
Président & administrateur	Alfa Girod Kft. (Hongrie)
Membre du Directoire	Société de Services en Signalisation - S.S.S. Inc (Canada) (procédure collective)
Administrateur	Eurosigns Ltd (Grande-Bretagne)
	Girod Semnalizare Rutiera SRL (Roumanie)

Sociétés n'appartenant pas au groupe :

Gérant	SARL L'Immobilier Marceau
Président et associé	SAS L'Holding Girod

Madame Jacqueline GIROD

Directrice générale membre du Directoire

Sociétés Françaises du groupe :

Membre du Directoire	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
Administrateur et actionnaire	SA Trafic Technologie Système
Directrice générale	SAS Avance Technologique Choletaise – ATECH

Société n'appartenant pas au groupe :

Co-gérante & associée	SCI Girodyssée
-----------------------	----------------

Madame Véronique GIROD

Membre du Directoire

Société Française du groupe :

Membre du Directoire	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
----------------------	--

Sociétés n'appartenant pas au groupe :

Présidente & associée	SAS NINE
Gérante & associée	SCI ZIAS

Madame Valérie CONCLOIS

Membre du Directoire

Société Française du groupe :

Membre du Directoire	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
----------------------	--

Société n'appartenant pas au groupe :

Co-gérante & associée	SCI Girodyssée
-----------------------	----------------

Membres du Conseil de Surveillance (1^{er} octobre 2011 / 30 mars 2012)

La liste des fonctions exercées par les membres du Conseil de Surveillance dans d'autres sociétés est la suivante :

Monsieur Pierre GIROD, Président

Sociétés n'appartenant pas au groupe :

Vice-président du Conseil de surveillance

Membre du Conseil de surveillance SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod

Monsieur Michel GIROD, Vice-président

Sociétés n'appartenant pas au groupe :

Président du Conseil de surveillance

Membre du Conseil de surveillance SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod

Madame Frédérique GENCY, membre

Membre du Conseil de surveillance SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod

Administrateur & secrétaire SA FIGE (Suisse)

Présidente & administrateur unique SA La Cassine (Suisse)

Conseil d'administration et Direction générale (depuis le 30 mars 2012)

Monsieur Claude GIROD

Président Directeur Général, administrateur

Sociétés Françaises du groupe :

Président & associé	SAS L'Action Girod
Président du Directoire	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
Représentant SA Signaux Girod, personne morale Présidente	SAS Signaux Girod Filiales France
	SAS Sociétés Spécialisées Girod
	SAS International Girod
Gérant	SARL Signaux Girod Ouest
Gérant	SARL Signaux Girod Centre Loire
Gérant	SARL Signaux Girod Val de Saône
Gérant	SARL Signaux Girod Auvergne
Gérant	SARL Signaux Girod La Catalane
Gérant	SARL Signaux Girod Lorraine
Gérant	SARL Signaux Girod Est
Gérant	SARL Signaux Girod Bourgogne
Gérant	SARL Signaux Girod Alpes
Gérant	SARL Signaux Girod Nord Ouest
Gérant	SARL Signaux Girod Alsace
Gérant	SARL Signaux Girod Languedoc
Gérant	SARL Signaux Girod Chelle
Gérant	SARL Signaux Girod Grand Sud
Gérant	SARL Signaux Girod Tarn
Président	SAS Signaux Girod Nord de France
Président	SAS Signaux Girod Ile de France
Président	SAS Signaux Girod Rhône Alpes
Représentant SAS Signaux Girod Filiales France, personne morale associée Présidente	SAS Signaux Girod Services Routiers
	SAS Signaux Girod Méditerranée
	SAS Signaux Girod La Réunion
Représentant SAS Signaux Girod Filiales France, personne morale associée & Président	SAS Girod Ennis Manufacturing
Gérant	SARL L'Appentière Fleurie
Président	SAS Avance Technologique Choletaise – ATECH
Président	SAS Concept Urbain

Président	SAS SIP
Représentant SAS Girod Sociétés Spécialisées, personne morale associée	SARL AMOS
Représentant SA Signaux Girod, personne morale membre du CS	SA AIRESS (Jura Lunettes) (<i>Société en liquidation judiciaire</i>)
Administrateur & actionnaire	SA Trafic Technologie Système
Gérant & associé	SARL Signalisation Flasherie Location
Gérant & associé	SCI du Lacgir

Sociétés internationales du groupe :

Administrateur	ACE Mobilier Urbain SA (Belgique)
Représentant permanent Girod International, personne morale administrateur	Senalès Girod S.L. (Espagne)
Représentant permanent Girod International, personne morale administrateur & président	Summum Signalisation Inc. (Canada)
Représentant permanent Girod International, personne morale associée	I.R.S. (Grande Bretagne)
Président du conseil d'administration	SIA « M-2 »
Gérant	Alfa Girod Kft. (Hongrie)
Président & administrateur	Société de Services en Signalisation - S.S.S. Inc (Canada) (procédure collective)
Membre du Directoire	Eurosigns Ltd (Grande-Bretagne)
Administrateur	Girod Semnalizare Rutiera SRL (Roumanie)

Sociétés n'appartenant pas au groupe :

Gérant	SARL L'Immobilier Marceau
Président et associé	SAS L'Holding Girod

Madame Jacqueline GIROD

Directrice générale déléguée, administrateur

Sociétés Françaises du groupe :

Directrice générale	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
Administrateur et actionnaire	SA Trafic Technologie Système
Directrice générale	SAS Avance Technologique Choletaise – ATECH

Société n'appartenant pas au groupe :

Co-gérante & associée	SCI Girodyssée
-----------------------	----------------

Madame Valérie CONCLOIS

Administrateur

Société Française du groupe :

Directrice générale	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
---------------------	--

Société n'appartenant pas au groupe :

Co-gérante & associée	SCI Girodyssée
-----------------------	----------------

Madame Frédérique GENCY, membre

Administrateur & secrétaire	SA FIGE (Suisse)
Présidente & administrateur unique	SA La Cassine (Suisse)

Monsieur Jacques MORLOT, administrateur

Pas d'autre mandat.

5.- Rémunérations des mandataires sociaux

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
	2010/2011	2011/2012
Claude GIROD : <i>Président du Directoire du 31 mars 2011 au 30 mars 2012, puis Président Directeur général</i> Rémunérations dues au titre de l'exercice Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice	186 270	186 020
Philippe GIROD : <i>Président du Directoire jusqu'au 31 mars 2011</i> Rémunérations dues au titre de l'exercice Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice	237 728	
Jacqueline GIROD : <i>Directrice générale, membre du directoire jusqu'au 30 mars 2012, puis administrateur</i> Rémunérations dues au titre de l'exercice Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice	36 000	98 500
Véronique GIROD : <i>Membre du directoire jusqu'au 30 mars 2012</i> Rémunérations dues au titre de l'exercice Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice	76 561	29 705
Valérie CONCLOIS : <i>Membre du directoire jusqu'au 30 mars 2012, puis administrateur</i> Rémunérations dues au titre de l'exercice Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice	63 810	44 405
Frédérique GENCY : <i>Membre du conseil de surveillance jusqu'au 30 mars 2012, puis administrateur</i> Rémunérations dues au titre de l'exercice Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice		
Jacques MORLOT : <i>Administrateur à partir du 30 mars 2012</i> Rémunérations dues au titre de l'exercice Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice		
TOTAL	600 369	358 630

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social				
	Exercice 2011		Exercice 2012	
	dus	versés	dus	versés
Claude GIROD : Directeur général jusqu'au 31 mars 2011, puis Président du directoire jusqu'au 30 mars 2012, puis Président Directeur Général				
Rémunération fixe	152 844	152 844	152 799	152 799
Rémunération variable (1)	26 250	26 250	26 000	26 000
Rémunération exceptionnelle				
Jeton de présence				
Avantages en nature	7 176	7 176	7 221	7 221
Total	186 270	186 270	186 020	186 020
Philippe GIROD :				
<i>Président du directoire jusqu'au 31/03/2011</i>				
Rémunération fixe	62 149	62 149		
Rémunération variable				
Rémunération exceptionnelle	169 805	85 261		84 544
Jeton de présence				
Avantages en nature	5 874	5 874		
Total	237 828	153 284		
Jacqueline GIROD :				
<i>Directrice générale depuis le 31/03/2011</i>				
Rémunération fixe	36 000	36 000	85 500	85 500
Rémunération variable			13 000	13 000
Rémunération exceptionnelle				
Jeton de présence				
Avantages en nature				
Total	36 000	36 000	98 500	98 500
Véronique GIROD :				
<i>Membre du directoire jusqu'au 31/03/2012</i>				
Rémunération fixe	76 561	76 561	22 705	22 705
Rémunération variable			7 000	7 000
Rémunération exceptionnelle				
Jeton de présence				
Avantages en nature				
Total	76 561	76 561	29 705	29 705
Valérie CONCLOIS :				
<i>Membre du directoire jusqu'au 31/03/2012, puis administrateur</i>				
Rémunération fixe	63 810	63 810	37 405	37 405
Rémunération variable			7 000	7 000
Rémunération exceptionnelle				
Jeton de présence				
Avantages en nature				
Total	63 810	63 810	44 405	44 405

(1) Le conseil de surveillance de la Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod (SFGPG), la société mère de la société SA Signaux Girod, a fixé le 19 décembre 2010 le montant de la rémunération variable versée au titre de l'exercice 2011, et le 19 décembre 2011 le montant de la rémunération variable versée au titre de l'exercice 2012.

Options de souscriptions ou d'achat d'actions et attribution d'actions de performance :

La société n'a jamais attribué d'option d'achat ou de souscription d'actions ni d'actions de performance.

Informations sur les rémunérations versées aux mandataires sociaux (article L225-102-1 du Code de commerce).

Dirigeants Mandataires Sociaux	Contrat de travail (1)		Régime de retraite supplémentaire (2)		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Claude GIROD <i>Président du directoire jusqu'au 30 mars 2012 puis président directeur général</i>		X	X			X		X
Jacqueline GIROD <i>Directrice générale depuis le 31/03/2011</i>		X	X			X		X
Véronique GIROD <i>Membre du directoire jusqu'au 31 mars 2012</i>		X	X			X		X
Valérie CONCLOIS <i>Membre du directoire jusqu'au 31 mars 2012 puis administrateur</i>	X		X			X		X
Frédérique GENCY <i>Membre du conseil de surveillance jusqu'au 31 mars 2012 puis administrateur</i>		X		X		X		X
Jacques MORLOT <i>Administrateur depuis le 31 mars 2012</i>		X		X		X		X

(1) La société respecte la règle de non-cumul du mandat social avec un contrat de travail.

(2) Contrat de retraite complémentaire article 83 du CGI.

Les montants comptabilisés en charge sur l'exercice liés à ce contrat de retraite se répartissent de la façon suivante :

	Retraite supplémentaire
Claude GIROD : Président du directoire jusqu'au 30 mars 2012 puis Président directeur général	4 908
Jacqueline GIROD : Directrice générale depuis le 31/03/2011	3 652
Véronique GIROD : Membre du directoire jusqu'au 31 mars 2012	1 212
Valérie CONCLOIS : Membre du directoire jusqu'au 30 mars 2012 puis administrateur	1 951

Conseil de surveillance

	Rémunération fixe Exercice 2011	Rémunération fixe Exercice 2012
Pierre GIROD : Président du conseil de surveillance jusqu'au 30 mars 2012	23 782	13 874
Michel GIROD : Vice-président du conseil de surveillance jusqu'au 30 mars 2012	17 837	0
Frédérique GENCY : Membre du conseil de surveillance jusqu'au 30 mars 2012	0	0

Les membres du conseil de surveillance n'ont bénéficié d'aucune autre rémunération : rémunération variable, avantage en nature, jeton de présence, retraite supplémentaire et autres avantages.

VIII. – Attestation du responsable du rapport annuel

J'atteste qu'à ma connaissance :

- les comptes sont établis conformément aux normes applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation ;
- le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation et comporte une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Bellefontaine, le 29 janvier 2012
Claude GIROD
Président Directeur Général

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Signaux Girod, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

Votre société apprécie à chaque clôture la valeur d'utilité des titres de participation et constitue, le cas échéant, des provisions pour dépréciation, comme cela est décrit dans la note IV.2 de l'annexe aux comptes annuels.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par votre société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Lons-le-Saunier et Lyon, le 29 janvier 2013

Les Commissaires aux Comptes

PLURIS AUDIT
Jean-François Ganne

ERNST & YOUNG et Autres
Mohamed Mabrouk

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Les personnes concernées par ces conventions et engagements sont indiquées en annexe I du présent rapport.

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés – Exercice clos le 30 septembre 2012

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Avances et prêts consentis par la SA SIGNAUX GIROD	Montants en euros au 30.09.2012	Conditions
Reçus par		
<u>SAS International GIROD</u>	3 505 000	Avance non rémunérée consentie par la SA SIGNAUX GIROD afin de financer l'engagement de sa filiale «SAS INTERNATIONAL GIROD » de se subroger dans les droits de la banque Laurentienne sur l'hypothèque mobilière et immobilière détenue sur la « SOCIETE DE SERVICES EN SIGNALISATION S.S.S. Inc. »

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs

a) dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

<u>Sociétés ou personnes concernées</u>	<u>Nature, objet, modalités des conventions et engagements</u>
<u>SAS SIGNAUX GIROD FILIALES FRANCE</u> <u>SAS SOCIETES SPECIALISEES GIROD</u>	Prestations de services Groupe facturées par votre société à ses filiales françaises. Montant comptabilisé dans les produits de l'exercice selon détail ci-après : - SAS SIGNAUX GIROD FILIALES FRANCE : 1 519 559 € HT ; - SAS SOCIETES SPECIALISEES GIROD : 125 582 € HT.

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés – Exercice clos le 30 septembre 2012

Sociétés ou personnes concernées	Nature, objet, modalités des conventions et engagements
<u>Claude GIROD</u> <u>Véronique GIROD</u>, membre du directoire jusqu'au 30 mars 2012 <u>Valérie CONCLOIS</u> <u>Jacqueline GIROD</u> <u>SAS Familiale de Gestion de Portefeuille GIROD</u>	Contrat de retraite complémentaire article 83 du CGI mis en place auprès de la Compagnie SWISS LIFE, au profit du collège « Cadres de direction ». Cotisations comptabilisées en charges au titre de l'exercice : 11 723 €. Prestation d'assistance annuelle forfaitaire, facturée par la SAS Familiale de Gestion de Portefeuille GIROD. Prestation d'assistance, comptabilisée dans les charges de l'exercice : 320 000 € hors taxes.

Avances et prêts consentis par la SA SIGNAUX GIROD	Montants en euros au 30.09.2012	Conditions
Reçus par		
<u>SAS SOCIETES SPECIALISEES GIROD</u>	6 246 718	Avance non rémunérée remboursable en fonction des capacités financières de la société. Solde au 30 septembre 2012 : 6 246 718 €.
<u>TVB GmbH. Société en liquidation judiciaire (Allemagne)</u>	2 120 283	Avance non rémunérée de 428 173 €, en exécution d'une caution de 606 000 € accordée le 9 février 2001. Durée indéterminée. Avances non rémunérées de 1 692 110 €. Durée indéterminée. Ces avances sont dépréciées à 100 %.

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés – Exercice clos le 30 septembre 2012

Avances et prêts consentis par la SA SIGNAUX GIROD	Montants en euros au 30.09.2012	Conditions
Reçus par		
<u>POLSKIE ZNACK DROGOWE</u> <u>(Pologne)</u>	7 148	Avance non rémunérée, dépréciée à 100 %.
<u>SARL ACTUAL</u> Société mise en sommeil	267 687	1) Avance de 112 812 € rémunérée au taux de 4,50 % l'an. Durée indéterminée. Solde au 30 septembre 2012 : 107 687 €. 2) Avance de 160 000 € rémunérée au taux de 4,58 % l'an. Remboursable au plus tard le 30 septembre 2007. Solde total au 30 septembre 2012 : 267 687 €. Avances non rémunérées sur l'exercice. Avances dépréciées à 100 %.

b) sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

Société concernée	Nature, objet, modalités des conventions et engagements
<u>SARL SIGNAUX GIROD CENTRE LOIRE</u> <u>(anciennement GIROD Line)</u>	Abandon de créance consenti le 5 septembre 1995 par votre Société pour un montant de 16 312 € avec clause de retour à meilleure fortune.

Fait à Lyon et Lons-le-Saunier, le 29 janvier 2013

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG et Autres

PLURIS AUDIT

Mohamed MABROUK

Jean-François GANNE

ANNEXE I

NOMS SOCIETES									SA SIGNAUX GIROD
	M. Pierre GIROD	M ^{me} Frédérique GENCY	M. Michel GIROD	M. Claude GIROD	M ^{lle} Véronique GIROD	M ^{me} Valérie CONCLOIS	M ^{me} Jacqueline GIROD	M. Jacques MORLOT	
SA Signaux GIROD (à compter du 30/03/2012)		Adm. + Action.		Président DG & administrateur + Action.		Adm. + Action.	D.G. & Adm. + Action.	Adm. + Action.	
SAD Signaux GIROD (avant le 30/03/2012)	Président CS & membre + Action.	Membre du CS + Action.	Vice- Président CS & membre + Action.	Président D. & membre + Action.	Membre D. + Action.	Membre D. + Action.	D.G & membre D. + Action.		
SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille GIROD (à compter du 30/03/2012)				Président	Directrice Générale	Directrice Générale	Directrice Générale		
SASD Société Familiale de Gestion de Portefeuille GIROD (avant le 30/03/2011)	Vice- Président CS & membre	Membre du CS et action. via LA CASSINE SA	Président CS & membre	Président D. & membre D.	Membre D.	Membre D.	Membre D.		
SUMMUM SIGNALISATION Inc. (Canada)				Rep. Perm G.I. - Adm. & Président					
T.V.B. GmbH (Allemagne) (Société en liquidation judiciaire)									Associée
ACTUAL SARL (Société mise en sommeil)									Associée
Polskie ZNACK DROGOWE (Pologne)				Représentant SA Sig.GIROD					Associée
SAS SOCIETES SPECIALISEES GIROD									Associée & Présidente
SAS SIGNAUX GIROD FILIALES France				Représentant SA Sig.GIROD					Associée & Présidente
SAS SIGNAUX GIROD CENTRE LOIRE				Gérant					

Rapport du Président du Conseil d'administration sur le fonctionnement du Conseil d'administration et sur les procédures de contrôle interne (Article L.225-37 du Code de Commerce)

Mesdames, Messieurs,

En conformité avec l'article L.225-37 du Code de commerce, nous vous rendons compte aux termes du présent rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre Conseil d'administration ;
- des conditions particulières relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale ;
- des règles et principes arrêtés par le conseil pour déterminer les rémunérations de toute nature accordées aux mandataires sociaux ;
- des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société.

Ce rapport a été approuvé par le conseil d'administration du 29 janvier 2013.

I – DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

Activité de la Société : L'activité de la Société est la fabrication et vente de tous articles émaillés ou en toute autre matière et destinés à toute signalisation.

Spécificités : La Société détient :

- 100 % de la SAS SIGNAUX GIROD FILIALES France sous laquelle sont regroupées 25 filiales françaises ;
- 100 % de la SAS INTERNATIONAL GIROD sous laquelle sont regroupées 11 filiales étrangères ;
- 100 % de la SAS SOCIETES SPECIALISEES GIROD sous laquelle sont regroupées 8 filiales ;
- ainsi qu'un certain nombre d'autres participations.

Organisation : Un organigramme hiérarchique et fonctionnel définissant les rôles et les domaines de responsabilité des dirigeants et des salariés de l'entreprise est mis à jour sur une base régulière en tenant compte des évolutions du personnel et des variations des périmètres de responsabilité.

II– CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Par décision en date du 30 mars 2012, l'Assemblée Générale a décidé de modifier, à compter de cette date, le mode d'administration et de direction de la Société pour adopter la formule de la gestion par un Conseil d'Administration régie par les articles L. 225-17 à L. 225-56 du Code de commerce.

La préparation et l'organisation du Conseil s'inscrivent dans le cadre défini par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux sociétés anonymes, le code de gouvernement Middenext, les statuts de la société ainsi que par les dispositions du règlement intérieur du Conseil d'administration.

Rapport du Président du Conseil d'administration sur le fonctionnement du Conseil d'administration et sur les procédures de contrôle interne (Article L.225-37 du Code de Commerce)

1 – Composition Conseil

1.1 Composition du Conseil de Surveillance (en place jusqu'au 30/03/2012) :

- **Monsieur Pierre GIROD, Président** ;

Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

- **Monsieur Michel GIROD, Vice-président** ;

Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

- **Madame Frédérique GENCY, membre** ;

Nommée à titre provisoire par le conseil de surveillance du 24 juillet 2008. Nomination ratifiée par l'assemblée générale ordinaire du 27 février 2009. Madame Frédérique GENCY exercera son mandat jusqu'à l'issue de l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

La liste des fonctions exercées par les membres du Conseil de Surveillance dans d'autres sociétés est la suivante :

Monsieur Pierre GIROD

Vice-président du Conseil de surveillance

Membre du Conseil de surveillance SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod

Monsieur Michel GIROD

Président du Conseil de surveillance

Membre du Conseil de surveillance SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod

Madame Frédérique GENCY

Membre du Conseil de surveillance

SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod

Administrateur & secrétaire

SA FIGE (Suisse)

Présidente & administrateur unique

SA La Cassine (Suisse)

1.2 Composition du Conseil d'administration (en place à compter du 30/03/2012) :

- **Monsieur Claude GIROD, Président** ;
- **Madame Jacqueline GIROD, Directrice Générale Déléguée** ;
- **Madame Valérie Conclois, administrateur** ;
- **Madame Frédérique Gency, administrateur** ;
- **Monsieur Jacques Morlot, administrateur**.

Les administrateurs ont été nommés au cours de l'assemblée générale mixte du 30 mars 2012 pour une durée de six années qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2018 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2017. La nomination de chaque administrateur a fait l'objet d'une résolution distincte et des informations suffisantes sur l'expérience et la compétence de chaque administrateur ont été communiquées à l'assemblée générale.

Les membres du Conseil d'administration ont, en date du 30 mars 2012, nommé Monsieur Claude Girod en qualité de Président Directeur Général et Madame Jacqueline Girod en qualité de Directrice Générale Déléguée.

Rapport du Président du Conseil d'administration sur le fonctionnement du Conseil d'administration et sur les procédures de contrôle interne (Article L.225-37 du Code de Commerce)

La liste des fonctions exercées par les membres du Conseil d'administration dans d'autres sociétés est la suivante :

Monsieur Claude GIROD

Sociétés Françaises du groupe :

Président & associé	SAS L'Action Girod
Président	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
Représentant SA Signaux Girod, personne morale Présidente	SAS Signaux Girod Filiales France
	SAS Sociétés Spécialisées Girod
	SAS International Girod
Gérant	SARL Signaux Girod Ouest
Gérant	SARL Signaux Girod Centre Loire
Gérant	SARL Signaux Girod Val de Saône
Gérant	SARL Signaux Girod Auvergne
Gérant	SARL Signaux Girod La Catalane
Gérant	SARL Signaux Girod Lorraine
Gérant	SARL Signaux Girod Est
Gérant	SARL Signaux Girod Bourgogne
Gérant	SARL Signaux Girod Alpes
Gérant	SARL Signaux Girod Nord Ouest
Gérant	SARL Signaux Girod Alsace
Gérant	SARL Signaux Girod Languedoc
Gérant	SARL Signaux Girod Chelle
Gérant	SARL Signaux Girod Grand Sud
Gérant	SARL Signaux Girod Tarn
Président	SAS Signaux Girod Nord de France
Président	SAS Signaux Girod Ile de France
Président	SAS Signaux Girod Rhône Alpes
Représentant SAS Signaux Girod Filiales France, personne morale associée Présidente	SAS Signaux Girod Services Routiers
	SAS Signaux Girod Méditerranée
	SAS Signaux Girod La Réunion
Représentant SAS Signaux Girod Filiales France, personne morale associée & Président	SAS Girod Ennis Manufacturing
Gérant	SARL L'Appentière Fleurie
Président	SAS Avance Technologique Choletaise – ATECH
Président	SAS Concept Urbain
Président	SAS SIP
Représentant SAS Girod Sociétés Spécialisées, personne morale associée	SARL AMOS
Représentant SA Signaux Girod, personne morale membre du CS	SA AIRESS (Jura Lunettes) (<i>Société en liquidation judiciaire</i>)
Administrateur & actionnaire	SA Trafic Technologie Système
Gérant & associé	SARL Signalisation Flasherie Location
Gérant & associé	SCI du Lacgir

Sociétés internationales du groupe :

Administrateur	ACE Mobilier Urbain SA (Belgique)
Représentant permanent Girod International, personne morale administrateur	Senalès Girod S.L. (Espagne)
Représentant permanent Girod International, personne morale administrateur & président	Summum Signalisation Inc. (Canada)
Représentant permanent Girod International, personne morale associée	I.R.S. (Grande Bretagne)
Président du conseil d'administration	SIA « M-2 »
Gérant	Alfa Girod Kft. (Hongrie)
Président & administrateur	Société de Services en Signalisation - S.S.S. Inc (Canada) (procédure collective)
Membre du Directoire	Eurosigns Ltd (Grande-Bretagne)
Administrateur	Girod Semnalizare Rutiera SRL (Roumanie)

Sociétés n'appartenant pas au groupe :

Gérant	SARL L'Immobilier Marceau
Président et associé	SAS L'Holding Girod

Rapport du Président du Conseil d'administration sur le fonctionnement du Conseil d'administration et sur les procédures de contrôle interne (Article L.225-37 du Code de Commerce)

Madame Jacqueline GIROD

Sociétés Françaises du groupe :

Directrice générale	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
Administrateur et actionnaire	SA Trafic Technologie Système
Directeur général	SAS Avance Technologique Choletaise – ATECH

Sociétés n'appartenant pas au groupe :

Co-gérante & associée	SCI Girodyssée
-----------------------	----------------

Madame Valérie CONCLOIS

Sociétés Françaises du groupe :

Directrice générale	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
---------------------	--

Sociétés n'appartenant pas au groupe :

Co-gérante & associée	SCI Girodyssée
-----------------------	----------------

Madame Frédérique GENCY

Administrateur & secrétaire	SA FIGE (Suisse)
Présidente & administrateur unique	SA La Cassine (Suisse)

Monsieur Jacques MORLOT

Pas d'autre mandat.

2 - Code de gouvernement d'entreprise

En date du 11 mai 2012 et à compter de cette date, le Conseil a décidé de faire référence aux prescriptions du code de gouvernance Middlednext établi en décembre 2009. Ce code apparaît plus adapté à la société Signaux Girod que le code AFEP-MEDEF, au regard de sa taille, sa structure et la répartition de son capital.

3 - Règlement intérieur du Conseil d'Administration

Les membres du Conseil ont, en date du 4 octobre 2012, mis en place le règlement intérieur du Conseil d'administration. Ce règlement est disponible sur le site internet de la société : www.signauxgirod.com. Conformément à la recommandation du Code Middlednext ce règlement comporte au moins les cinq rubriques suivantes :

- Rôle du conseil et opérations soumises à autorisation préalable du Conseil,
- Composition du Conseil/critères d'indépendance des membres,
- Devoir des membres (déontologie : loyauté, non concurrence, révélation des conflits d'intérêts et devoir d'abstention, confidentialité)
- Fonctionnement du Conseil (fréquence, convocation, information des membres, utilisation des moyens de visioconférence et de télécommunication) et des Comités,
- Règles de détermination de la rémunération des membres.

4 - Membre indépendant

L'article 1-2 du règlement intérieur prévoit : « Conformément aux recommandations du Code Middlednext la présence de membres indépendants au sein du Conseil est nécessaire.

Le Conseil devra ainsi réunir 2 membres indépendants. Ce nombre étant ramené à 1 dans l'hypothèse où le Conseil est composé de moins de 6 membres, sans compter l'indépendant.

Les critères d'indépendance sont les suivants :

- Ne pas être salarié ou mandataire social (ou l'avoir été au cours des 3 dernières années)
- Ne pas être client, fournisseur ou banquier significatif de la société,
- Ne pas être actionnaire de référence,
- Ne pas avoir de lien familial proche avec un actionnaire de référence ou un mandataire social,
- Ne pas être auditeur (ou l'avoir été au cours des 3 dernières années).

Il appartient au Conseil d'administration d'examiner au cas par cas la situation de chacun de ses membres au regard des critères énoncés ci-dessus. Sous réserve de justifier sa position, le conseil peut considérer

Rapport du Président du Conseil d'administration sur le fonctionnement du Conseil d'administration et sur les procédures de contrôle interne (Article L.225-37 du Code de Commerce)

qu'un de ses membres est indépendant alors qu'il ne remplit pas tous ces critères ; à l'inverse, il peut également considérer qu'un de ses membres remplissant tous ces critères n'est pas indépendant. »

Afin de respecter cette recommandation et de pourvoir le poste d'administrateur indépendant, le Conseil a reçu plusieurs candidatures.

5 – Représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil d'administration :

Le Conseil d'administration composé de cinq membres comprend trois femmes et deux hommes. Cette répartition est conforme à la loi n°2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle.

6 - Fréquence des réunions

6.1 Fréquence des réunions du Conseil de surveillance

L'article n°21 des statuts prévoyait que le Conseil de surveillance se réunissait aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exigeait. Ainsi, du 1^{er} octobre 2011 au 30 mars 2012, votre Conseil de surveillance s'est réuni 6 fois. Le taux de présence des membres du Conseil à ces réunions est de 89 %.

Le Conseil de surveillance a principalement consacré ses travaux à :

- L'examen et l'arrêté des comptes annuels sociaux et consolidés clos le 30 septembre 2011
- La discussion sur l'évolution des filiales étrangères
- L'autorisation des garanties financières à apporter aux sociétés du groupe

6.2 Fréquence des réunions du Conseil d'administration

L'article n° 19 des statuts prévoit que le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Ainsi, depuis sa création en date du 30 mars 2012 et jusqu'au 30 septembre 2012, votre Conseil d'administration s'est réuni 9 fois. Pour 3 des 9 réunions un membre du Conseil a participé par des moyens de télécommunication dans le respect des conditions définies à l'article R.225-21 du Code de commerce. Le taux de présence des membres du Conseil à ces réunions est de 89 %.

Le Conseil d'administration a principalement consacré ses travaux à :

- La mise en place des principes liés au gouvernement d'entreprise : nomination et rémunération du Président Directeur Général et de la Directrice Générale Déléguée, modification du code de gouvernance, élaboration d'un règlement intérieur, réflexion sur le comité d'audit
- L'analyse des reportings
- L'autorisation des garanties financières à accorder aux sociétés du groupe
- L'autorisation de conventions réglementées
- L'examen et l'arrêté des comptes semestriels et la préparation du rapport financier

7 - Convocations des membres du Conseil d'administration

Conformément à l'article 19 des statuts, " La convocation qui mentionne l'ordre du jour, doit intervenir au moins 5 jours ouvrables à l'avance par lettre, télécopie ou courriel avec accusé de réception. La convocation peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent". Les membres du Conseil d'administration ont ainsi été convoqués à l'initiative de leur Président, dans les délais impartis. Conformément à l'article L. 823-17 du Code de Commerce, les Commissaires aux Comptes ont été convoqués aux réunions du Conseil d'administration qui ont examiné et arrêté les comptes annuels et intermédiaires.

8 - Information des membres du Conseil d'administration

Tous les documents et informations nécessaires à la mission des membres du Conseil d'administration leur ont été communiqués en temps voulu.

9 - Tenue des réunions

Les réunions du Conseil d'administration se déroulent au siège social.

Rapport du Président du Conseil d'administration sur le fonctionnement du Conseil d'administration et sur les procédures de contrôle interne (Article L.225-37 du Code de Commerce)

10 - Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration sont établis à l'issue de chaque réunion par la secrétaire et communiqués dans un délai de 25 jours calendaires à tous les membres du Conseil d'administration. Ils sont ensuite approuvés, paraphés et signés au cours du Conseil suivant.

11 – Evaluation des travaux du Conseil

Le Président invite, une fois par an, au moment de l'arrêté des comptes annuels, les membres à s'exprimer sur le fonctionnement du Conseil et la préparation de ses travaux.

Les membres du Conseil d'administration ont été amenés à délibérer sur ce thème et pour la première fois lors de la réunion du 29 janvier 2013.

III- PRINCIPE ET REGLES ARRETES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR DETERMINER LES REMUNERATIONS ET AVANTAGES DE TOUTES NATURES ACCORDES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

En conformité avec les recommandations Middelnext relatives à la rémunération des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées le Conseil d'administration veille à l'application des principes suivants :

- Exhaustivité : la détermination d'une rémunération doit être exhaustive. Partie fixe, partie variable (bonus), options d'actions (stocks options), actions de performance, jetons de présence, conditions de retraite et avantages particuliers doivent être retenus dans l'appréciation globale de la rémunération.
- Equilibre entre les éléments de la rémunération : chaque élément de la rémunération doit être clairement motivé et correspondre à l'intérêt général de l'entreprise.
- Benchmark : la rémunération du dirigeant mandataire social doit être déterminée en cohérence avec celle des autres dirigeants et celle des salariés de l'entreprise.
- Lisibilité des règles : les règles doivent être simples, stables et transparentes ; les critères de performance utilisés pour établir la partie variable de la rémunération, ou le cas échéant pour l'attribution d'options ou d'actions de performances, doivent correspondre aux objectifs de l'entreprise, être exigeants, explicables, et autant que possible pérennes.
- Mesure : la détermination de la rémunération et des attributions d'options ou d'actions de performance doit réaliser un juste équilibre et tenir compte à la fois de l'intérêt général de l'entreprise, des pratiques du marché et des performances des dirigeants.

Le conseil d'administration applique les recommandations Middelnext.

Les rémunérations des mandataires sociaux sont précisées dans le rapport financier annuel.

IV- MODALITES DE PARTICIPATION AUX ASSEMBLEES GENERALES

Les différents éléments d'information concernant les modalités de participation des actionnaires aux assemblées générales sont précisés dans l'article 26 des statuts de la société Signaux Giron SA.

Ces éléments sont rappelés dans l'avis de réunion valant avis de convocation publié par la société avant toute assemblée.

V- PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

Le contrôle interne est un processus mis en œuvre par la société, destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par le Conseil d'administration ;

Rapport du Président du Conseil d'administration sur le fonctionnement du Conseil d'administration et sur les procédures de contrôle interne (Article L.225-37 du Code de Commerce)

- le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ;
- la fiabilité des informations financières ;

D'une façon générale, il contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

En contribuant à prévenir et maîtriser les risques de ne pas atteindre les objectifs que s'est fixés la société, le dispositif de contrôle interne joue un rôle dans la conduite et le pilotage de ses différentes activités. Il ne peut toutefois pas permettre de garantir de manière absolue que les risques inhérents à notre activité seront totalement éliminés.

1. Organisation générale du contrôle interne

a) Les acteurs et leurs rôles

Le Président Directeur Général : il définit et oriente la stratégie du Groupe qu'il propose ensuite au Conseil d'administration pour validation. Il veille à la mise en place et à l'application de procédures et de normes spécifiques à l'entreprise pour assurer le fonctionnement et le suivi du contrôle interne. Il assume le contrôle interne plus précisément dans le cadre des fonctions de Directeur Général, avec le Conseil d'administration et l'assistance des Commissaires aux comptes.

La Directrice Générale Déléguée : Elle assiste le Président Directeur Général dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

Le Conseil d'administration : il détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Il veille à l'efficacité des moyens et procédures mis en œuvre dans le cadre du contrôle interne et dispose de tous les documents et rapports à cet effet.

Les directions fonctionnelles : en collaboration avec la Direction Générale, elles participent conjointement à la définition des principes directeurs, dans les domaines comptables, financiers, fiscaux, juridiques, informatiques et ressources humaines et assistent les filiales dans leur mise en place. L'organisation centralisée de ces fonctions supports permet une diffusion uniforme des grandes orientations et objectifs de la Direction Générale.

Le périmètre de chaque fonction est défini selon les besoins et aspects techniques.

Les managers et collaborateurs du groupe : les grandes orientations et les objectifs sont déterminés par la direction générale du groupe et relayées dans les filiales. Chaque filiale possède sa propre équipe managériale et est responsable de la mise en œuvre des stratégies destinées à assurer la réalisation des objectifs ainsi définis.

➤ Filiales « Signalisation France »

Au sein de ces filiales le contrôle interne est organisé de la manière suivante :

- Réalisation d'une base budgétaire mensualisée. Elle est arrêtée par la direction de chaque filiale et validée ensuite par la direction des filiales françaises. Elle constitue un élément de référence pour le pilotage financier et stratégique de chaque entité.
- Suivi mensuel (reporting) contrôlé et validé par la direction des filiales « Signalisation France ». Ce suivi est ensuite transmis à la Direction Générale qui le présente au Conseil d'administration.
- Rapport d'activité mensuel (RAM) comportant 4 rubriques principales : commercial, financier, social, QSE. C'est un outil de pilotage au niveau des directions et des équipes d'encadrement permettant à la Direction Générale de l'utiliser comme support d'aide à la décision stratégique.

Rapport du Président du Conseil d'administration sur le fonctionnement du Conseil d'administration et sur les procédures de contrôle interne (Article L.225-37 du Code de Commerce)

Le pôle signalisation France comporte également un suivi spécifique relatif au compte client, permettant de mesurer l'impact du non respect des délais de paiement et effectuer les relances nécessaires.

Un reporting financier quotidien est réalisé permettant à la Direction Générale de suivre l'évolution de la trésorerie (disponibilité, placements, cash pooling).

Des « Comités de Pilotage Qualité » ont été mis en place dans toutes les filiales « Signalisation France » du groupe.

Un « Comité de Pilotage Qualité » comprend les personnes représentatives des activités de chaque site.

Le rôle des comités de pilotage qualité est de :

- valider et mettre en place les procédures applicables sur le site
- améliorer les modes de fonctionnement et de contrôle
- analyser les non-conformités et choisir les actions à mener
- informer la direction générale du groupe.

Un « Comité de Pilotage Qualité Groupe », composé des responsables de la société mère, centralise les informations recueillies auprès des comités des filiales. Il analyse les données reçues, étudie les solutions à apporter aux problèmes posés et répercute ses décisions aux comités des filiales.

➤ Filiales Spécialisées et Filiales Internationales

Au sein de ces filiales le contrôle interne est organisé de la manière suivante :

- Réalisation d'un budget annuel transmis par les directions de chaque filiale et validée ensuite par la Direction Générale. Elle constitue un élément de référence pour le pilotage financier et stratégique de chaque entité.
- Reportings mensuels transmis à la Direction générale qui les présente ensuite au Conseil d'administration.

La direction des filiales spécialisées et internationales assure un contrôle de gestion permanent au sein de ces filiales. Ces missions sont les suivantes :

- Gestion et analyse du processus budgétaire global de chaque filiale
- Visites ponctuelles sur site et suivi du plan stratégique
- Contrôle de la cohérence des budgets et de la fiabilité des comptes
- Aide à la prise de décision auprès du Président Directeur Général.

b) Les dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques applicables aux processus comptables et financiers

La société utilise un logiciel informatique de comptabilité, centralisé à Bellefontaine, sur lequel les filiales « Signalisation France » viennent se connecter via le réseau internet.

Cette organisation permet aux services centraux du groupe, d'avoir un accès direct à l'information concernant ces filiales, et une homogénéisation des traitements comptables.

Les filiales « Signalisation France » utilisent un manuel de procédure comptable propre au groupe et appliquent un plan comptable unique.

L'uniformisation des procédures donne aux services comptables des différentes sociétés une méthodologie de travail commune, qui facilite non seulement le contrôle formel de l'application des règles comptables, fiscales ou commerciales, mais aussi le contrôle de gestion.

Tant le logiciel, que le manuel de procédures comptables ont été conçus dans l'optique de faciliter la mise en application des normes IAS IFRS.

Les autres sociétés du groupe utilisent des logiciels qui leur sont propres, mais transmettent aux services centraux du groupe le même type d'informations que les filiales à participation majoritaire (reporting mensuel, rapport de synthèse....).

Rapport du Président du Conseil d'administration sur le fonctionnement du Conseil d'administration et sur les procédures de contrôle interne (Article L.225-37 du Code de Commerce)

Le risque lié aux variations des cours de change est faible. La quasi-totalité du chiffre d'affaires social est réalisé en euro, ce qui induit une absence de risque de change.

Compte tenu du faible endettement du groupe et de la répartition actuelle des emprunts entre taux fixes et taux variables, l'exposition du groupe au risque de variation des taux est très faible.

L'évolution du cours des métaux est suivie par les services achats du groupe qui veillent à assurer un approvisionnement régulier au cours le plus favorable.

Les excédents de trésorerie font l'objet de placements non risqués (SICAV monétaires de trésorerie). La centralisation de trésorerie qui concerne 29 filiales permet d'optimiser l'utilisation des fonds disponibles.

2. Elaboration et contrôle de l'information comptable et financière

Les comptes consolidés sont établis par le « service de consolidation » de la société mère. Les liasses de consolidation sont revues par le service consolidation.

Toutes les sociétés du groupe établissent mensuellement des tableaux de reporting. Ces tableaux, accompagnés de notes de synthèse, sont transmis au siège de Bellefontaine, et analysés en comité de direction. Ces documents, normalisés et adaptés au besoin spécifique d'informations de la direction du groupe et des différentes filiales, permettent de lancer dans des délais très brefs les actions correctives rendues nécessaires au vu de l'évolution de certains indicateurs.

Des contrôleurs de gestion en liaison directe avec la direction générale de la société mère, organisent et contrôlent la collecte de l'information. Leur rôle est aussi d'assister les responsables des différentes filiales dans la mise en œuvre des procédures.

Les filiales étrangères font l'objet d'un traitement particulier, qui tient compte des spécificités nationales, des auditeurs externes venant en appui du service de contrôle de gestion.

Fait à Bellefontaine, le 29 janvier 2013

Le Président du Conseil d'Administration,

Claude GIROD

Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil de surveillance de la société Signaux Giron

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Signaux Giron et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2012.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Lons-le-Saunier et Lyon, le 29 janvier 2013

Les Commissaires aux Comptes

PLURIS AUDIT
Jean-François Ganne

ERNST & YOUNG et Autres
Mohamed Mabrouk